

*Rapport*  
*au Président de la République*  
*et au Premier Ministre*  
*sur la participation de la France*  
*à la reconstruction*  
*de l'Afghanistan*

## DU MÊME AUTEUR

- BANGLADESH : NATIONALISME DANS LA RÉVOLUTION, Maspero, 1973. Réédité au Livre de Poche sous le titre : LES INDES ROUGES, 1985.
- LA BARBARIE À VISAGE HUMAIN, Grasset, 1977.
- LE TESTAMENT DE DIEU, Grasset, 1979.
- L'IDÉOLOGIE FRANÇAISE, Grasset, 1981.
- LE DIABLE EN TÊTE, Grasset, 1984.
- IMPRESSIONS D'ASIE, Le Chêne-Grasset, 1985.
- ÉLOGE DES INTELLECTUELS, Grasset, 1987.
- LES DERNIERS JOURS DE CHARLES BAUDELAIRE, Grasset, 1988.
- FRANK STELLA, La Différence, 1989.
- CÉSAR, La Différence, 1990.
- LES AVENTURES DE LA LIBERTÉ, UNE HISTOIRE SUBJECTIVE DES INTELLECTUELS, Grasset, 1991.
- PIERO DELLA FRANCESCA, La Différence, 1992.
- PIET MONDRIAN, La Différence, 1992.
- LE JUGEMENT DERNIER, Grasset, 1992.
- LES HOMMES ET LES FEMMES (*avec Françoise Giroud*), Orban, 1993.
- LA PURETÉ DANGEREUSE, Grasset, 1994.
- LE LYS ET LA CENDRE, Grasset, 1996.
- COMÉDIE, Grasset, 1997.
- LE SIÈCLE DE SARTRE, Grasset, 2000.
- RÉFLEXIONS SUR LA GUERRE, LE MAL ET LA FIN DE L'HISTOIRE, précédé des DAMNÉS DE LA GUERRE, Grasset, 2001.
- QUESTIONS DE PRINCIPE I, Denoël, 1983.
- QUESTIONS DE PRINCIPE II, Le Livre de Poche, 1986.
- QUESTIONS DE PRINCIPE III, *La suite dans les idées*, Le Livre de Poche, 1990.
- QUESTIONS DE PRINCIPE IV, *Idées fixes*, Le Livre de Poche, 1992.
- QUESTIONS DE PRINCIPE V, *Bloc-notes*, Le Livre de Poche, 1995.
- QUESTIONS DE PRINCIPE VI, *avec Salman Rushdie*, Le Livre de Poche, 1998.
- QUESTIONS DE PRINCIPE VII, *Mémoire vive*, Le Livre de Poche, 2001.

BERNARD-HENRI LÉVY

*Rapport*  
*au Président de la République*  
*et au Premier Ministre*  
*sur la participation de la France*  
*à la reconstruction*  
*de l'Afghanistan*

GRASSET / LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays.

© *Grasset et la Documentation française*, 2002.

*C'est en février 2002 que le président de la République et le Premier ministre ont, conjointement, confié à Bernard-Henri Lévy la mission de se rendre en Afghanistan et d'y étudier les modalités d'une contribution française à la reconstruction de ce pays meurtri.*

*Voici la lettre que lui adressa alors M. Hubert Védrine, Ministre des Affaires étrangères, afin de fixer les modalités de cette mission :*

15 février 2002

*Monsieur,*

*A la demande conjointe du Président de la République et du Premier ministre, une mission d'information et de réflexion concernant l'Afghanistan vous est confiée par le Gouvernement.*

*L'objectif de cette mission est de préciser les attentes et les besoins du peuple afghan dans le domaine de la coopération culturelle au sens large et de contribuer ainsi à l'orientation de notre coopération avec l'Afghanistan.*

*Il vous reviendra d'abord de dresser un état des lieux dans un certain nombre de domaines prioritaires : en premier lieu, éducation, santé, mais aussi, patrimoine, développement social et économique, construction de l'Etat de droit. Vous tiendrez compte des principaux programmes de coopération mis en place par les pays ou organismes multilatéraux intervenant en Afghanistan.*

*Sur la base de cette évaluation, vous établirez une liste de recommandations et de propositions destinées à contribuer à la définition de projets de coopération français en Afghanistan. Une attention particulière devra être accordée à la possibilité de nouvelles initiatives.*

*Dans le cadre de cette mission, vous nouerez tous contacts utiles à Kaboul comme en province et veillerez en particulier à établir un dialogue confiant avec les nouvelles autorités afghanes en vous efforçant de recueillir leurs souhaits et suggestions et, éventuellement, leurs réactions à vos propositions.*

*Votre mission sera d'une durée approximative d'un mois en février-mars 2002, période durant laquelle vous bénéficierez d'un statut diplomatique ainsi que d'un budget de fonctionnement sur place. A l'issue, vous voudrez bien me présenter un rapport sur la base duquel Charles Josselin et moi-même nous entretiendrons de façon approfondie avec vous.*

*Mon Cabinet prend toutes les mesures utiles pour faciliter le bon déroulement de la tâche qui vous est confiée. Les services du ministère des Affaires étrangères à Paris, et notamment la Direction générale de la coopération internationale et du développement, se tiennent à votre entière disposition avant votre départ. Sur place, nos ambassades à Kaboul et à Islamabad vous apporteront l'aide nécessaire, notamment sur le plan logistique.*

*Je vous remercie d'avoir bien voulu accepter cette mission et vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.*

*Hubert Védrine*





## Passion afghane

Il y a trois raisons, au moins, de venir en aide à l'Afghanistan.

C'est l'intérêt des démocraties et, par conséquent, de la France de contribuer à ce que s'inverse, à Kaboul, la logique politique, idéologique, religieuse qui a amené les Talibans et donc Al Qaïda. Non pas, bien entendu, qu'il y ait, entre ceci et cela, un lien simple de causalité. Et j'ai assez dit, en d'autres lieux, ma méfiance envers les analyses qui réduisent la violence terroriste à son terreau de désespérance et de misère, j'ai trop dénoncé cette façon de dissoudre le mal en général, et le mal terroriste en particulier, dans un océan de raisons qui ne peuvent, à la fin, que le disculper, pour venir dire

aujourd'hui qu'Al Qaïda c'est la misère et que la misère est soluble dans l'aide internationale et les réformes. Mais enfin, que la nébuleuse Ben Laden ait vu sa force décuplée par son alliance avec les Talebs et que les Talebs aient été rendus possibles par l'immense lassitude des Afghans brisés par vingt années de guerre et de destructions, ce n'est pas contestable; et j'ai d'ailleurs la conviction qu'il reste, non seulement à Gardez, mais aux abords de Kandahar, dans les zones grises de Kaboul, dans telle armée privée liée à tel seigneur de la guerre de la région de Khost, des irréductibles qui continuent, quoique dans l'ombre, d'arguer de ce désastre afghan pour recruter, endoctriner et, peut-être, placer sur orbite les soldats du prochain Djihad. C'est ce cercle de la destruction qu'il faut, en aidant les Afghans, tenter de briser. C'est avec cette logique du pire qu'il faut, en participant à la construction, à Kaboul, d'un début d'Etat de droit, essayer de rompre. Non sans signifier, au passage, à tous les Etats voyous susceptibles de prendre le relais de Mollah Omar et d'accueillir à leur tour les bases arrière du terrorisme (et qui ont les yeux fixés, on s'en doute, sur le sort de

l'Afghanistan) : non seulement le crime ne paie pas mais il y a une prime à son désaveu – la communauté internationale, France en tête, apporte son soutien à ceux d'entre vous qui acceptent de sortir du rang des Etats meurtriers.

Aider l'Afghanistan est, ensuite, un devoir. C'est un acte, non de compassion, mais de justice. C'est, non seulement notre intérêt, mais l'acquiescement d'une dette que l'Occident, et en particulier l'Europe, a contractée à l'endroit de ce peuple qui, après avoir donné à tous des leçons d'insoumission et d'insolence, après avoir incarné, face au grand jeu des empires, l'esprit d'indépendance – et avant de tenir tête, puis d'infliger sa première défaite militaire et politique, au fondamentalisme armé – a forcé l'admiration du monde par sa guerre contre les Soviétiques. Que l'histoire de cette guerre reste à écrire, que cette histoire, lorsqu'on l'écrira, réserve des surprises, qu'elle ait ses zones d'ombre en même temps que sa face de lumière, qu'elle soit peuplée de personnages troubles autant que de héros, de Hekmatyar autant que de Massoud ou de Abdul Haq, je le sais mieux que personne, et depuis vingt ans. Mais il y a un mérite, au

moins, que nul ne retirera aux Afghans et qui est d'avoir, non seulement combattu, mais vaincu l'Armée rouge; il y a un rôle historique qui leur appartient en propre et qui est d'avoir, avant Gorbatchev, avant la Pologne et son pape, avant les dissidents, avant les révolutions de velours et la chute du Mur de Berlin, infligé ses premières défaites à l'URSS; s'il y a bien une gloire qui leur est acquise c'est d'être à l'origine de la décomposition, puis de l'écroulement, du soviétisme. Pour tous ceux qui, en France, ont pensé et pensent encore que la question du communisme fut, avec celle du nazisme, la question clé du XX<sup>e</sup> siècle, l'honneur n'est pas mince. Pour tous ceux qui, parmi nous, se sentent plus libres depuis que la chape a cessé de peser sur la moitié orientale de l'Europe, la reconnaissance est sans bornes. Et c'est pourquoi je soutiens, dans ce rapport, qu'aider l'Afghanistan à relever ses ruines n'est pas un acte de charité mais une obligation morale.

Et puis il y a l'amitié, enfin. Il y a ce pacte séculaire et, au fond, énigmatique que la France a noué avec l'Afghanistan et qui, un siècle durant, ne s'est jamais démenti. Il existe des pays à qui

nous lient la géographie, l'histoire, des frontières disputées, des intérêts partagés. Il en est d'autres qui nous sont chers par les arts, la littérature, les grands rendez-vous de la science ou de la pensée. Rien de tel, ici. Rien de vraiment comparable, malgré Kessel, ni à l'Égypte de Denon et Champollion, ni à l'Abyssinie depuis Rimbaud, ni même à la Prusse de Voltaire ou à la Russie de Diderot. Et, pourtant, entre nos deux pays, s'est noué un lien de chair et d'esprit dont il n'y a pas d'équivalent – ni, on le sent bien, de prédestination ni de vraie logique. Ce sont, du côté de la France, les voyageurs-aventuriers du XIX<sup>e</sup>, épris de ce royaume inviolé; les archéologues qui, après la Grande Guerre, partent, sur les traces d'Alexandre, à la recherche des villes fantômes de Bactres et de Begram; ce sont les routards, chercheurs d'extases, qui prennent, quarante ans plus tard, la route de Kaboul et s'y perdent; ce sont ces humanitaires, ces journalistes, ces écrivains, ces médecins, qui, transformant en politique cette poétique des ruines, des montagnes et des hommes, vont, dans les années 70 et 80, rejoindre les moudjahidin dans leurs maquis – Afghanistan réel ou rêvé, peu importe, puisque

les deux finiront par se rejoindre dans le grand mouvement de révolte contre les briseurs de peuple et de bouddhas. Et puis c'est, en face, ce non moins énigmatique tropisme qui fit de nous, au temps de l'Afghanistan heureux, quand les rois afghans parlaient français et que des milliers de Kaboulis prenaient le chemin de nos lycées, des amis privilégiés – c'est ce crédit sans cause qui fait que, aujourd'hui encore, notre pays demeure, vu de là-bas, la patrie incontestée des droits de l'homme et de la liberté et que, dans une vallée perdue de l'Hindou Kouch autant qu'à Kaboul ou à Bamyan, il suffit d'être français et de le dire pour que les sourires apparaissent, que les langues se délient et que l'hospitalité vous soit offerte. Je me souviens du Commandant Mas-soud lors de notre première rencontre, il y a vingt ans. Je me souviens de sa joie, non seulement de chef de guerre, mais d'ancien élève de l'Esteglâl et de lettré, quand je lui offris les *Mémoires* du général de Gaulle. La gratuité de ce lien le rend d'autant plus précieux. Cette passion réciproque nous oblige d'autant plus qu'elle doit ses raisons au cœur autant qu'à la raison.

C'est sur ce lien étrange, cette grâce entre

deux peuples que presque tout sépare, qu'est fondé le présent rapport – c'est là ce qui légitime le souci, et l'urgence, d'aider plus que d'autres une nation parmi tant d'autres, dans l'épreuve et le dénuement.





## Au commencement sera l'État

Il peut sembler paradoxal, pour un intellectuel, de se pencher sur des problèmes d'ordre public et de recommander, comme préalable à toute aide à l'Afghanistan détruit, la reconstruction d'une police d'Etat et d'une armée nationale.

Telle est bien, pourtant, la première urgence.

Tel est le geste sans lequel rien ne sera possible.

Et telle est, concrètement, notre première recommandation.

Kaboul est, aujourd'hui encore, le théâtre d'une insécurité larvée.

La ville, dès la tombée de la nuit, et sans attendre le couvre-feu, se replie sur elle-même

et sur ses mauvais souvenirs du temps – 1992-1996 – où les factions rivales se disputaient le contrôle de la rue.

Et l'auteur de ces lignes peut témoigner avoir été lui-même arrêté, un soir, à un barrage sauvage, par de très jeunes hommes qui, surgissant de la nuit, kalachnikov au poing, tremblant dans leur capote, les cheveux longs ceints d'un turban vert, les yeux passés au khôl, ressemblaient à des miliciens du « groupe Sayyaf », ce seigneur de la guerre « arabe » qui, depuis son nid d'aigle à proximité de l'hôtel Intercontinental, domine la partie nord de Kaboul et la tient sous ses canons.

D'autres bandes armées se sont infiltrées dans d'autres parties de la ville.

Des résidus des forces talibans, voire d'Al Qaïda, se trouvent toujours en sommeil dans ces entrelacs de ruelles de terre battue, propices à la clandestinité, impénétrables, que sont devenus certains quartiers.

Chacun, aux abords du palais détruit d'Amanullah ou, plus au nord, à proximité du terrain vague de Chaman Babrak où recommencent les batailles de cerfs-volants, déambule la kalachnikov en bandoulière.

Le moindre accrochage, à Chindawul, dans le centre, ou même sur l'artère principale Jada-e Maiwand ou dans l'ex-quartier résidentiel de Wazir Akhbar Khan, voit les conducteurs sortir leur arme de leur coffre et la brandir sous le nez de l'automobiliste adverse avant de songer à négocier.

Et, partout ailleurs, sur toutes les routes ou presque d'Afghanistan, aux abords d'Herat et de Bamyan, sur la route de Mazar-i-Sharif comme sur celle qui va de Jalalabad à la frontière pakistanaise, petits et grands chefs locaux mènent le jeu : formés à la culture de guerre, n'ayant jamais connu, de leur vie, que l'univers des abris, des tranchées, des ruines, ayant été les témoins d'exécutions sommaires, parfois de massacres, qui leur semblent, après tout, l'ordinaire de l'existence, ils peuvent, à tout moment, dans l'impunité la plus totale, arraisonner, rançonner, tuer.

On n'en est certes plus, comme dans les années 90, à l'affrontement à l'arme lourde entre clans ennemis et également équipés. Et le rapport de forces actuel, l'avantage décisif qui a été reconnu, dans Kaboul, aux Tadjiks de feu le

Commandant Massoud, ont au moins le mérite de faire qu'aucune armée privée n'est plus en mesure de régner sur la ville et de disputer aux gouvernementaux le contrôle de tel ou tel quartier.

N'empêche.

Misère d'une capitale où de vieux policiers épuisés, flottant dans des uniformes datant d'avant les Soviétiques, coiffés de casquettes à visière haute qui les font ressembler à des pantins, s'agitent en vain, dans la fumée des pots d'échappement, pour tenter de régler une circulation automobile chaotique.

Paradoxe d'une ville où le premier venu peut constater que tout le monde est armé sauf la police, que les barrages à l'entrée de la route de Mazar ou de Kandahar sont d'un amateurisme confondant et qu'il serait bien difficile d'empêcher, si, ce qu'à Dieu ne plaise, elle était décidée, une attaque surprise contre telle ou telle cible symbolique.

Quelle serait la première cible d'un commando infiltré d'Al Qaïda? Une ambassade? L'hôtel Intercontinental, où sont logés la plupart des ministres rentrés d'exil? Une administration

particulièrement emblématique du cours nouveau de la politique afghane (Sima Samar, l'admirable ministre des Droits de la femme, m'a supplié de mettre à profit mes relations privilégiées avec Mohammed Younos Qanouni, le lieutenant de Massoud devenu patron de la police, pour obtenir la protection des bâtiments de son ministère)? Les installations de l'Onu? Celles de l'Isaf, la force multinationale d'aide à la sécurité dont nul n'ignore qu'elle n'a même pas pu empêcher, l'autre semaine, sur l'aéroport, à deux cents mètres de ses baraquements, le lynchage d'un ministre par des pèlerins en folie? Comment parer à la menace d'un attentat à la voiture piégée? à l'attaque d'un commando-suicide? ou même à la répétition d'attentats du type de celui dont furent victimes, il y a un an, en pleine ville, le conseiller culturel français et un colonel italien de la force des Nations Unies rafalés à bout portant? Les spéculations vont bon train. Toutes les hypothèses sont envisagées. La seule réponse claire serait de contribuer à la naissance d'une armée et d'une police dignes de ce nom – et cela, au-delà même d'une Isaf dont chacun sait que, même si elle voyait s'élargir son mandat,

s'étendre le champ de ses interventions ou s'augmenter le nombre de ses soldats, elle finira tôt ou tard par se retirer.

Les Allemands prennent en main, à Kaboul, la reconstruction de l'Académie de police. Les Anglais s'attelaient, pendant notre séjour, à la formation d'un bataillon militaire de 600 hommes. Je recommande – car c'est la clé de tout – une action vigoureuse de la France, allant dans le même sens et complétant le dispositif mis en place par ses alliés.

Former un ou plusieurs autres bataillons, comme l'ont déjà proposé le Président de la République lors de la visite de Karzaï à Paris, puis, à Kaboul, le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine... Inviter la première promotion d'officiers afghans à effectuer un temps d'instruction dans les écoles militaires françaises – Saint-Cyr-Coëtquidan, Saint-Maixent... Instruire une unité d'élite antiterroriste sur le modèle de notre GIGN... Assurer, pourquoi pas? la protection personnelle d'un Président dont la sécurité vaut bien celle de tel potentat exotique... Toutes ces propositions, qui vont dans le sens de celles qu'avance, depuis des mois, le représen-

tant spécial des Nations Unies, Monsieur Lakhdar Brahimi, ont été évoquées devant nos interlocuteurs. Elles ne semblent soulever aucune espèce d'objection – y compris chez ceux qui, comme le ministre de la Défense, Mohammed Fahim, passent pour les plus réservés à l'endroit du principe même d'une aide militaire occidentale.





## Après les burqas ?

Pour le visiteur occidental, c'est la première inquiétude, le premier baromètre, le premier test : où en sont les femmes ? la libération de Kaboul a-t-elle entraîné la fin des burqas ? les Afghanes ont-elles retrouvé, avec le droit de circuler librement, leur pauvre visage volé ? elles étaient humiliées, lapidées sur une simple rumeur d'adultère, interdites d'enseignement et de soins, rossées en pleine rue pour un pantalon trop large, une cheville trop nue ou des chaussettes blanches « couleur – *sic* – de notre drapeau » ; elles étaient amputées d'un doigt pour un soupçon de maquillage ou une trace de vernis à ongles ; elles n'étaient autorisées à sortir qu'assistées d'un « maram », lié à leur famille et garant de leur

vertu – tout cela a-t-il changé? le sort de ces femmes s'est-il notablement amélioré? elles qui furent, depuis vingt-trois ans, l'avant-garde de la lutte pour la dignité et les droits des hommes, ont-elles, autant qu'elles le devaient, tiré avantage de la situation nouvelle? La vérité oblige à dire que non. Les progrès, à l'heure de cette mission, restaient peu visibles. Et le bilan des premiers mois, pour ces damnées entre les damnés, ces « esclaves d'esclaves », est pour le moins mitigé.

Les femmes hazaras, dans la campagne autour de Bamyan, ne portent qu'un fichu de couleur vive – mais c'était déjà le cas avant et même pendant les Talibans.

On voit dans le Panchir, sur la route de Bazarak, des paysannes dévoilées, la burqa au-dessus de la tête quand elles travaillent aux champs – mais n'est-ce pas d'abord le fruit de la modération de Massoud qui ne transigea jamais, on le sait, sur le droit des femmes à travailler et des petites filles à être éduquées?

A Kaboul, en revanche, dans cette vraie grande ville qui, au temps d'Amanullah, puis sous le règne de Zaher Shah, avait su s'ouvrir à la moder-

nité ainsi qu'aux influences les plus diverses, notamment occidentale, dans cette cité-vitrine où avait fini par flotter un parfum de liberté et où il n'était pas rare de voir, dans le quartier chic de Wazir Akhbar Khan, du côté du Parc de Shar-e-Naw et de ses restaurants en plein air, des filles en minijupes côtoyer des femmes du peuple toujours voilées, dans Kaboul donc où s'est abattue, plus qu'ailleurs, la main terrible d'un pouvoir taliban associant dans la même répulsion la ville et le vice, les femmes et le diable, c'est toujours le même défilé de femmes fantômes, presque aveugles sous leur capuchon grillagé, tâtonnant, trébuchant, comme au temps des Talibans.

Est-ce le poids, dans les têtes, de la tradition ?

L'ombre portée des étudiants en religion dont aucune de celles que j'ai rencontrées ne parvient à croire qu'ils sont partis pour de bon ?

Est-ce la crainte, dont on m'a également souvent parlé, de voir les libérateurs tadjiks d'aujourd'hui retrouver les réflexes prêtés à ceux d'hier et se muer en soudards pillant, volant, violant, les femmes qu'ils sont censés libérer ?

Il y a de tout cela dans la psychologie des femmes de Kaboul.

Il y a toutes ces peurs mêlées dans leur réticence, toujours là, à affronter à visage découvert le regard des hommes et même des maris.

Et ce n'est pas le moindre paradoxe de ce moment de transition que de voir les burqas devenir une sorte de masque, presque de protection, soustrayant les visages à la convoitise et à la violence.

Le temps, certes, joue en faveur des femmes.

Le fait qu'elles aient tout de même, et d'ores et déjà, retrouvé leur droit au travail et repris le chemin, par exemple, des administrations, des bureaux ou, j'en témoigne, des ateliers de l'Imprimerie nationale où elles sont en majorité, va évidemment dans le bon sens.

Nombre d'événements récents – journée des femmes du 8 mars, retour différé mais annoncé du roi, réouverture des universités et des quelques rares lycées dont la barbarie taliban n'a pas eu le temps de venir à bout – ont commencé d'élargir les espaces de liberté qui leur sont dévolus.

Et je tiens d'ailleurs à dire que je n'ai cessé,

partout, dès qu'elles étaient en confiance, dès qu'elles n'avaient plus à subir la pression et le jugement de la rue, de voir des jeunes femmes qui, une fois la burqa mise au vestiaire, apparaissaient habillées, maquillées, à l'occidentale – et libres.

Raison de plus pour que l'Occident pèse de tout son poids pour que le processus aille à son terme.

Raison de plus pour que la France, qui fut au premier rang du combat pour la défense des femmes humiliées par la « mollarchie » et sa folie sanguinaire, soit encore là, plus que jamais, quand il s'agit d'aller au bout et de transformer l'essai de cette première victoire.

Nous le ferons en contribuant (*cf.* point précédent) à rétablir l'ordre public à Kaboul et, demain, dans les autres grandes villes soumises, pour l'heure, à la loi des seigneurs de la guerre.

Nous le ferons en convainquant les plus hautes autorités du pays de prononcer les mots que chacune et chacun attend car ce sera le vrai signe que les temps changent – ce sera le vrai signal, pour celles qui aspirent à ôter la burqa mais ne le feront pas tant qu'elles ne s'y sentiront pas dû-

ment autorisées : « le port ou non de la burqa est, désormais, l'affaire de chacune; l'Etat n'a pas, sur la question, l'ombre d'une religion ni d'une prescription à donner; il n'a, en vérité, qu'un devoir – qui est d'assurer à celles qui feraient le choix d'aller à visage découvert l'*habeas corpus* et le droit de circuler librement ».

Nous le ferons encore en finançant à Kaboul, sous l'égide du ministère des Droits de la femme, un forum international des femmes appelé à énoncer les grands principes d'une future charte des droits de la femme afghane, voire les articles qui, examinés par la Loya Jirga, puis annexés à la future Constitution, garantiraient ces droits : mêlant les résistantes de l'ombre, les femmes qui, depuis vingt-trois ans, étaient en première ligne de la lutte contre les Soviétiques, puis contre la soldatesque moudjahidin, puis contre les Talibans, à telles ex-ministres françaises ou anciennes présidentes du Parlement européen, telles prix Nobel birmane, irlandaise, guatémaltèque, telle théoricienne des droits du « Deuxième Sexe », telle héritière francophone du kéralisme ou du bourguibisme, ce forum serait, en outre, un extraordinaire renfort apporté à un ministère

des Droits de la femme privé, pour l'heure, d'autorité et de moyens.

Et puis nous le ferons enfin en favorisant le dialogue entre ces femmes qui sortent de la nuit et leurs sœurs françaises émancipées : je suggère (mais ce devrait être une initiative privée émanant, en France, d'un collectif de femmes liées, par exemple, à un journal et disposant de sa force de mobilisation) l'ouverture, à Kaboul, d'une « Maison des femmes pour la démocratie et la dignité » où celles qui le voudraient trouveraient une structure leur permettant de correspondre, via Internet, avec leurs amies françaises inconnues – une Française pour une Afghane; une femme pour une autre femme; une correspondante, demain une confidente, à qui l'on pourra, dans le secret de la « ligne », s'ouvrir de toutes les questions, politiques mais aussi intimes, que se posent toutes les femmes de la planète et que se posent donc, aussi, les femmes de Kaboul (éducation des enfants, santé, expériences de libération étrangères, planning familial, etc.); tout cela par le truchement d'un petit groupe d'Afghanes, modernes écrivains publics, demoiselles d'Internet disposant d'un minimum

de formation informatique, qui se chargeraient de traduire, mettre en forme, connecter dans les deux sens, le double flux de messages. Nous les avons trouvées, ces femmes. Il existe, à Kaboul, autour de Madame Shukria Barekzaï, une association de 600 femmes, « Asia » (Agency for small-scale integrated women section activities), qui édite déjà un journal, organise des ateliers de discussion et de formation et se dit prête, lorsqu'il viendra, à répondre à l'appel des Françaises et à mettre en place le dispositif technique minimal permettant à l'échange de s'instaurer.

Nos interlocuteurs afghans savent que cette question des femmes est, en France, une question sensible.

Nous leur avons dit et répété qu'elle fut, au temps des Talibans, puis pendant les quelques semaines que dura la guerre de libération de l'Afghanistan, au tout premier rang des raisons que nous eûmes de nous mobiliser.

Ils sont parfaitement conscients, en d'autres termes, de la déception qu'ils provoqueraient dans les pays amis et, notamment, le nôtre s'ils venaient à donner, si peu que ce soit, le senti-



ment de freiner ou décourager le nécessaire mouvement vers l'émancipation des Afghanes.

L'Afghanistan n'a pas toujours été un lieu de malheur et de sujétion pour ses femmes.

Il a été – l'archéologie, la littérature, en témoignent – un pays où des femmes pouvaient être reines, poétesses, héroïnes épiques, mécènes.

Dans la période moderne, à partir de 1954, elles étaient parlementaires, ministres, et fournissaient, dans les grandes villes, à la veille de l'époque taliban, la majorité des enseignants et un très grand nombre de fonctionnaires.

Faisons, ensemble, que l'on renoue avec ce passé.

Aidons à ce que ces femmes recluses, humiliées et qui, depuis six ans, vivaient comme des oiseaux apeurés, se nourrissaient d'aumônes ou de déchets ramassés dans les poubelles et cachaient sous les burqas leurs larmes silencieuses, leurs loques, leurs visages de cire, leur colère, aidons à ce que ces femmes afghanes qui, aujourd'hui, commencent de retrouver le sourire, redeviennent, tout simplement, elles-mêmes.



## Les hussards noirs de la démocratie afghane

Ce fut, lors de notre première rencontre avec le Président Karzaï, l'une de nos premières propositions.

« Comment introduire les principes de la démocratie dans un pays où règne la loi des tribus, des seigneurs de la guerre, des religieux? C'est, *mutatis mutandis*, un problème que nous avons connu en France. C'est la gageure à laquelle eurent à faire face les pères fondateurs de notre République quand ils entreprirent de diffuser, dans des campagnes encore dominées par les châtelains et les curés, les principes de liberté, d'égalité, de fraternité. Comment ils procédaient? En implantant, partout, des écoles laïques,

gratuites, obligatoires. En dépêchant, dans les villages, des bataillons d'instituteurs transformés en autant d'ambassadeurs des valeurs de 1789. En en faisant, en un mot, ces "hussards noirs de la République" dont parla l'un de nos écrivains, Charles Péguy, et qui furent chargés de tenir aux chefs de famille ce discours : "vous répugnez à vous séparer de vos fils? vous avez le sentiment, ce faisant, de vous priver d'une force de travail et, donc, de vous appauvrir? quelle erreur! laissez-les s'instruire, au contraire; laissez-les échapper à l'univers du pain noir et de la lampe à huile; ils vous reviendront riches de toutes les lumières dont le seul horizon des champs vous a privés et allait les priver aussi". Eh bien c'est un discours du même type qu'il faut aux Afghans d'aujourd'hui. C'est un pacte, un échange symbolique, de cette nature qui, seul, peut les ébranler. C'est à de nouveaux hussards noirs, mais à l'afghane cette fois, qu'il appartient d'aller, en votre nom, porter la bonne parole de la citoyenneté et du droit. La France, qui est passée par là, pourra vous y aider. La France, si vous le souhaitez, contribuera à la formation de cette armée pacifique du savoir, des lumières, des droits ».

La comparaison était pour le moins risquée.

Nous savions bien, d'abord, que les situations ne sont pas si comparables que cela et que faire de la France de Jules Ferry l'équivalent de l'Afghanistan d'aujourd'hui n'allait pas sans une certaine légèreté.

Nous savions, également, que l'Afghanistan profond, ses pyramides d'assemblées familiales, claniques, villageoises, régionales, ses systèmes complexes d'alliances et d'arbitrages, ses conseils d'anciens et de sages, ses « Goundi Jirgas » regroupant les « Kaumi Jirgas », ses « Dankala Jirgas » fédérant les « Kili Jirgas », nous savions que cet Afghanistan-là a ses propres traditions démocratiques et qu'il serait bien inconséquent de les ignorer en leur substituant des modèles parachutés.

Nous étions conscients, enfin et surtout, d'avancer en terrain miné dans la mesure où cette idée de « missi dominici » d'un pouvoir central venant désenclaver les villages, apporter les lumières aux campagnes, offrir une unité abstraite à un pays vaste comme la France mais segmenté en mille vallées et séparé de lui-même par la géographie autant que par les barrières

ethniques, n'est pas sans précédent dans l'Afghanistan du XX<sup>e</sup> siècle et a, chaque fois qu'elle fut mise en œuvre, suscité de sourdes ou violentes résistances : n'est-ce pas très exactement là-dessus qu'est tombé Amanullah, le grand roi réformateur entreprenant, dès les années 20, avec son ministre de l'Education Faiz Mohamad Zikria, de recruter des cohortes de volontaires-étudiants chargés d'aller, dans le fin fond du pays, combattre « l'ennemi du savoir » ? n'était-ce pas, au moins pour une part, le projet de Daoud Khan, Premier ministre de Zaher Shah de 1953 à 1963 et dont les prises de position contre le port du voile précipitèrent également la chute ? Zaher Shah lui-même, l'homme qui ne voulait pas être roi mais qui finit par le devenir, l'instigateur de la Constitution de 1964 conservée comme « texte suprême » par l'administration intérimaire du Président Karzaï et qui prévoyait, entre autres, le droit de vote pour les femmes, l'instauration d'un régime parlementaire, la liberté d'expression et de culte, ne s'est-il pas heurté, lui aussi, à l'opposition passive des maleks, des mollahs et des khans ? et puis les communistes, bien sûr – comment oublier que

l'un des premiers gestes du pouvoir communiste, en même temps qu'il s'apprêtait à appeler l'Armée rouge à sa rescousse et à déclencher le processus qui se solda, ne l'oublions jamais, par le massacre d'un million et demi d'Afghans, fut de destituer les fonctionnaires traditionnels au profit de commissaires politiques allant, au cœur des tribus afghanes, traquer « l'obscurantisme », dénoncer le « féodalisme » et, concrètement, imposer la réforme agraire, tenter d'abolir l'usure, alléger les dettes des paysans pauvres, lancer des campagnes d'alphabétisation, abolir les vieilles pratiques rurales telles que « le prix de la mariée » ou la « purdah » (la réclusion forcée des femmes à la maison), et même, dans les tout premiers temps, prêcher l'égalité, mais oui ! des femmes et des hommes... ?

Nous savions tout cela.

Mais le problème, quels que soient les risques, se pose pourtant bien en ces termes.

L'Afghanistan, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, est incontestablement, et à nouveau, confronté au défi de l'ouverture et d'une forme d'occidentalisation.

Et nous avons donc plaidé, face à Karzaï, pour

un pacte républicain à l'afghane qui, sans retomber dans les errements du passé, en prenant soin de tirer les leçons, toutes les leçons, des expériences malheureuses, car menées au forceps, de course à la modernité, proposerait aux forces vives du pays ce contrat à la fois symbolique, politique, économique : un peu de votre irrédentisme, une fraction de ce pouvoir immémorial qui prive vos femmes, non seulement de leur visage, mais de la moindre éducation, en échange de nouveaux droits pour tous, d'une plus grande sécurité pour chacun, de routes pour vos villages, de semences pour vos champs, de dispensaires et de médicaments pour vos enfants.

Ce pacte est dans l'intérêt, bien sûr, de l'Occident qui aura d'autant moins de chances de gagner sa guerre contre le terrorisme que le pays sera divisé, enclavé, livré à la loi des tribus.

Mais c'est aussi l'intérêt des Afghans, épuisés par ces vingt-trois ans de combats, à bout, et qui sont nombreux, cette fois, à admettre que leur pays, s'il ne veut pas mourir, ne fera pas l'économie d'une mise au pas des warlords et donc, qu'on le veuille ou non, d'une extension



habilement dosée de l'autorité du pouvoir central et de Kaboul.

Karzaï sera-t-il l'homme de cette révolution douce?

Réussira-t-il là où Amanullah, Daoud, Zaher Chah et, donc, les communistes, ont échoué?

Saura-t-il proposer à son peuple un principe d'unité ne rappelant en rien celui qu'imposèrent les criminels de l'Armée rouge et leurs suppôts afghans?

Saura-t-il, voudra-t-il, être une sorte de Mustafa Kemal, ou de Mehmet Ali, afghan, qui, en introduisant dans les campagnes un peu de modernité, en dotant le pays d'un minimum de conscience démocratique et civile, lui permettra, sans renoncer à son génie propre, de conjurer ses démons?

En aura-t-il seulement le temps?

Peut-on, d'un président « intérimaire », attendre ce type de programme?

L'intéressé, en tout cas, répondit avec enthousiasme à cette idée d'un corps de « hussards noirs » de l'afghanité citoyenne et de la paix.

Et il ne nous fit, en vérité, qu'une objection : « la démocratie dans les provinces c'est bien ;

mais quid de l'administration centrale? je n'ai personne dans mes bureaux; l'élite afghane est à l'étranger; les grandes structures de l'Etat, celles qui permettraient de réinjecter dans ce pays un peu de sécurité et de loi, sont en ruine; je sais que vous avez, en France, une école d'administration qui fait votre fierté; pourquoi ne pas nous en faire profiter? pourquoi ne créerait-elle pas, à Kaboul, une antenne? pourquoi n'accueilleriez-vous pas, chez vous, à Paris, nos futurs grands commis? n'oubliez jamais que c'est un juriste français qu'appela Zaher Shah quand, voici quarante ans, il fit écrire la constitution qui va servir de base à la Loya Jirga pour repenser nos institutions de demain... »

Une ENA afghane... L'idée, d'abord, nous parut étrange. Mais la France aida bien à créer, à l'aube de l'Algérie indépendante, une Ecole d'administration à Alger calquée sur le modèle de la nôtre. Alors pourquoi pas la même chose à Kaboul? Pourquoi, par ce biais, ne pas s'efforcer d'influer sur l'esprit des lois afghanes? Pourquoi, par parenthèse, une prochaine promotion de notre ENA ne porterait-elle pas, déjà, le nom de Ahmed Shah Massoud, l'Afghan? Il faut se gar-

der, je le répète, des vertiges de l'émancipation par le haut. Il faut tout faire pour ne pas voir se reproduire les erreurs funestes du passé. Et je rentre de cette mission persuadé que l'une des fautes des réformateurs du XX<sup>e</sup> siècle fut de faire trop bon marché de l'attachement de l'Afghanistan à la tradition en général et à la tradition religieuse en particulier. Reste que la France peut aider Ahmad Karzaï, dans le respect de cette tradition, à reconstruire son Etat. Reste, aussi, que nous avons rencontré, après notre entrevue avec lui, des étudiants, des instituteurs, des lettrés, qui sont prêts à s'engager dans ce corps de messagers de la paix et du droit afghan retrouvés. Reste, enfin, qu'il y a des femmes, à Kaboul, à Mazar-i-Sharif, à Jalalabad, qui savent que l'islam n'est pas une religion misogyne, qui ne craignent pas de rappeler que, au temps du prophète, la femme, comme l'homme, pouvait demander le divorce et qui rêvent de pouvoir aller, elles aussi, dans les provinces, expliquer à leurs sœurs oubliées, ainsi qu'à leurs frères et maris, qu'il n'est pas vrai que le Coran prêche l'asservissement des Afghanes.

Islam éclairé contre islam fondamentaliste :

c'est, une fois de plus, la grande affaire du siècle qui commence; le peuple afghan et Ahmad Karzaï ne la gagneront, cette bataille, que si nous les y aidons; avec les agences de Nations Unies concernées et en concertation, par exemple, avec les hommes et femmes de l'OSCE qui ont su, dans les années 90, au Tadjikistan voisin, mener, avec un certain succès, une campagne de popularisation des principes démocratiques de base, je propose de soumettre au Président Karzaï un cadre, des protocoles, un financement, qui permettront, dans les années qui viennent, de recruter et de former ces missionnaires afghans de la démocratie et du droit.

## Première rencontre avec Ahmid Karzaï

Lendemain de notre arrivée. Palais présidentiel. Ce grand front dégarni. Ce nez busqué, ces pommettes vives, ce regard sombre et un peu triste, qui lui donnent l'air d'un Christ byzantin. Cette élégance aussi. Ce mélange, plus exactement, d'élégance et d'austérité, presque d'ascétisme qui a tant impressionné les Parisiens mais dont nous aurons l'occasion de vérifier qu'il n'en impose pas moins aux siens. Ahmid Karzaï porte, ce matin, le pantalon large et la longue tunique du « salwar khamis » traditionnel, mais sur une chemise européenne de bon faiseur. Il est ouvert. Direct. Entouré de ses conseillers et de ses principaux ministres, il parle un anglais

parfait qu'il entrecoupe, parfois, d'expressions ou de mots en français.

« Ah! la France! La Sorbonne... C'est important, ici. C'est très présent dans nos cœurs et nos mémoires. Moi-même, voyez-vous, je suis venu plusieurs fois en France. Je m'y sens bien. Plus j'y vais, mieux je m'y sens. J'ai étudié à l'école de journalisme de Lille. J'ai beaucoup de respect pour la presse française... »

Un jeune secrétaire, très oxfordien, s'approche et lui tend un message, griffonné sur une feuille quadrillée qu'il a un peu de mal à déchiffrer : on m'avait dit que l'administration afghane manque de tout – y compris de papeterie de bureau.

« Mon seul regret c'est que la France n'en ait pas fait davantage. Elle aurait dû être à l'avant-garde de notre lutte de libération. Or elle a été à la traîne. Cela ne lui ressemble pas. Vous êtes les plus proches dans nos cœurs. Ce pays aime la France et la tient pour notre partenaire le plus cher. Vous étiez même les seuls, dans les années noires, à ne pas dire "moudjahidin" mais "résistants". Et ce mot de "résistants", ce mot qui vous appartient, est devenu, grâce à vous, un

mot afghan. Or vous avez été au second plan par rapport aux Américains. Pourquoi? »

Je lui objecte que les Américains ont, eux aussi, beaucoup à se faire pardonner – à commencer par leur indulgence, jusqu'au 11 septembre, à l'endroit des Talibans.

« D'accord. Mais il y a des choses qu'on comprend moins bien d'un ami. Les Américains, les Allemands, les Anglais, c'est une chose. Vous, c'est autre chose. La France est un grand pays. Je ne suis pas sûr que les Français eux-mêmes mesurent à quel point la France est un grand pays. Je ne suis pas sûr que vous sachiez à quel point votre histoire est l'une des plus grandes du monde. Vous avez été absents d'Afghanistan. Je ne comprends pas. »

Il hoche la tête. Il a vraiment l'air navré de ne pas mieux comprendre. J'observe qu'il a un tic nerveux qui lui fait cligner l'œil gauche.

« Vous avez quand même un mérite, reprend-il. C'est votre société civile. Ce sont ces organisations non gouvernementales qui sont devenues aussi familières à mon peuple qu'au vôtre. Elles ont eu un rôle extraordinaire. Elles ont réussi, pendant très longtemps, à donner aux combat-

tants du Panchir et d'ailleurs des nouvelles du monde libre. Et puis vous êtes un des seuls grands pays, peut-être le seul, à ne pas avoir vu notre histoire des vingt dernières années à travers les seules lunettes du Pakistan. Le monde entier nous voyait à travers le prisme pakistanais. Vous, non. Et de cela aussi nous vous sommes reconnaissants. »

Je lui parle du Panchir. Je lui raconte ma première rencontre avec Massoud, il y a vingt ans, lorsque j'étais venu lui apporter les premiers émetteurs de Radio Kaboul libre. Il m'interrompt :

« God bless Massoud. »

Et voilà cet aristocrate pachtoun, membre du clan des Durrani dans la tribu des Popolzaï, voilà cet Afghan de l'étranger dont nul n'ignore, à Kaboul, qu'il passa l'essentiel de la guerre contre les « Chouravis » aux Etats-Unis, puis à Quetta, au Pakistan, et qu'il a, en mai 1994, avant de le regretter et de s'opposer ouvertement à eux, commencé par faire allégeance aux Talibans, le voilà donc, ce partisan du roi Zaher Shah, ce royaliste, qui se lance dans un vibrant éloge de Massoud, le Tadjik.

« Massoud était afghan, vous comprenez.



Vraiment afghan. Alors que les Talibans, eux, n'étaient pas afghans. Contrairement à ce que croyait l'Occident, ils n'étaient pas l'expression d'un Afghanistan ancestral, ils étaient les agents du Pakistan. »

Il parle des Talibans, je m'en rends compte, comme la Résistance parlait, en 1945, du caractère « nul et non avénu » du régime fantoche de Vichy, à la solde de l'étranger, illégitime.

« Nous continuons Massoud, poursuit-il, en me désignant, assis juste à sa gauche, terriblement attentifs, Mohammed Fahim et Younès Qanouni, qui furent les proches compagnons d'armes du Lion du Panchir et qui sont aujourd'hui, respectivement, ministres de la Défense et de l'Intérieur. Nous continuons l'Afghanistan et donc nous continuons Massoud – telle est notre légitimité. »

Le ministre de la Culture, Saïd Makhdoom Raheen, sort, à ce moment-là, de sa poche la photocopie d'un article d'un journal pakistanais, le *Monitoring Magazine*, datant de 1981, où l'on me voit, en compagnie de Renzo Rossellini et Marek Halter, en train d'expliquer à un très jeune commandant qui a déjà les traits d'Ahmed

Shah Massoud le fonctionnement des fameux émetteurs radio que nous avons apportés d'Italie.

« God bless you, s'exclame Karzaï! Dieu bénisse Massoud et Dieu vous bénisse aussi pour avoir été, si tôt, au nombre de nos soutiens. D'ailleurs, dites-moi : savez-vous pourquoi votre Président et votre Premier ministre, quand Massoud est venu à Paris, ont refusé de le recevoir? On me dit que l'émirat du Qatar, allié à l'époque des Talibans, aurait fait pression... »

Puis, air de celui qui estime que nous avons mieux à faire, après tout, que de nous attarder à ces vieilles histoires :

« Il y a des gens, ici, qui pensent que, parce que j'ai été nommé, à Bonn, avec l'accord de la communauté internationale, je suis un Président parachuté... Or je suis allé à Herat. Et, quand je suis allé à Herat, j'ai vu des milliers d'hommes et de femmes dans les rues qui scandaient "Azadi, Azadi" (liberté, liberté) sur mon passage. J'ai compris, là, que je n'étais pas un parachuté. J'ai compris que ma légitimité est ici, dans le peuple. C'était, pour ma personne, comme une élection spontanée. »

Est-ce une illusion? Ou s'est-il, pour dire cela, tourné vers Fahim et Qanouni? C'est moi qui enchaîne.

« Là est votre force, vous avez raison. Les simples gens d'Afghanistan. Le peuple. Et, plus particulièrement, les femmes qui, comme toutes les femmes de la planète, et comme toutes les femmes musulmanes en particulier, n'attendent que d'être libérées et l'attendent, en l'occurrence, de vous. Ce sont là vos vrais alliés. C'est par elles que vous triompherez des seigneurs de la guerre et de leurs menées. »

Il opine.

« Mais attention! Vous avez un deuxième allié. L'Occident. L'opinion publique occidentale. Tous ces hommes, toutes ces femmes, qui ont votre pays au cœur, qui vous ont aidé, qui vous aideront encore. Le Président Izetbegovic, que je voyais pendant la guerre de Bosnie, disait toujours : "mon vrai soutien c'est l'Europe". »

Il approuve encore. Le ministre Fahim, qui se fait traduire, à l'oreille, ce que je suis en train de dire, approuve, lui aussi, en hochant la tête.

« La question, cela dit, c'est : de quoi avez-vous besoin, Monsieur le Président? qu'est-ce

que l'Europe, et la France, peuvent aujourd'hui vous apporter? »

Il feint d'hésiter. Il balaie du regard le cercle de ses ministres, comme s'il procédait à une consultation éclair.

« Beaucoup. Vous pouvez nous apporter beaucoup. Les lycées français, par exemple, c'est bien. L'archéologie, c'est bien aussi et je vais d'ailleurs, à Paris, voir les gens du musée Guimet qui inaugurent une grande exposition sur l'art d'Afghanistan. »

Mon ami Gilles Hertzog, qui m'accompagne dans cette mission, l'interrompt et lui suggère d'apporter à ses interlocuteurs français une statue brisée, témoin du vandalisme taliban.

« D'accord », répond-il...

Il fait signe à Raheen de prendre note.

« D'accord. Mais vous avez plus à nous dire. Vous êtes le pays de la liberté, de l'égalité, de la fraternité – et vous avez, donc, plus à nous dire et à faire. »

Il se tourne vers Qanouni, l'autre fils spirituel de Massoud, l'autre grand ministre issu de l'Alliance du Nord.

« Par exemple Monsieur Qanouni, qui est un

grand libéral, m'a forcé à décréter la liberté de la presse. »

Il rit :

« Il m'y a forcé, mais bon : j'étais, je vous l'avoue, pleinement d'accord avec lui. »

Puis, sérieux :

« La seule chose c'est que ça ne s'improvise pas, la liberté de la presse. S'il n'y a pas une éthique qui va avec, ça peut même avoir des effets redoutables. Imaginez par exemple que les ennemis de l'Afghanistan, ou tel seigneur de la guerre, ou encore les partisans de tel ancien Président, s'en emparent pour jouer la carte ethnique, ou celle de l'étranger, et déstabiliser notre démocratie naissante. Nous avons besoin que des amis qui ont l'expérience de ces situations viennent nous en parler, former nos journalistes. »

La conversation roulera, ensuite, sur notre proposition d'un corps de hussards noirs de la démocratie afghane. Karzaï nous dira sa conviction que le pouvoir, dans son pays, n'est plus au bout du fusil, mais dans les urnes et les manuels scolaires. Nous lui dirons, nous, que nous comptons tout de même suggérer au Président et

au Premier ministre français de s'engager à former un ou deux bataillons de la future armée nationale. Il nous quitte sur l'invitation à revenir le voir, et à poursuivre le dialogue, dès son retour de Paris.

## Le Président et les warlords

Deuxième rencontre avec Karzaï.

Lui a-t-on rapporté ce qui se murmure, à Kaboul?

Lui a-t-on dit qu'un Président qui passe plus de temps à l'étranger que chez lui est un Président en danger?

A-t-il eu le sentiment que sa tournée en Iran, puis à Paris et en Ouzbékistan, a trop duré et qu'il est temps de réaffirmer qu'il a bien en main les rênes, tous les rênes, du pouvoir en Afghanistan?

Toujours est-il qu'il a invité à dîner, ce soir, en présence de quelques-uns de ses ministres, dans les salons décatés et pauvrement illuminés de l'hôtel Intercontinental, propriété du gouver-

nement, tous les commandants et responsables militaires du pays.

Toujours est-il, oui, qu'il a organisé cette grande première à laquelle nous avons la chance d'être, nous aussi, conviés : un sommet des seigneurs de la guerre afghans – une sorte de plénum de tous les warlords qui sont censés le surveiller, guetter le moindre de ses faux pas, le tenir sous le chantage de leurs armées privées, bref lui disputer sa fragile et provisoire souveraineté de Président « intérimaire ».

Or la chose étonnante c'est qu'ils sont, certes, tous venus, Ouzbeks, Tadjiks, Pachtouns de Kandahar et de Jalalabad, Nouristanis, Hazaras, Turkmènes, Baloutches de Herat, Aimaks de Kohi-Baba, Kirghizes; ils sont là, vraiment tous, descendus de leurs montagnes ou venus des plaines et des déserts de Kunduz et de Gardez; ils sont une centaine, peut-être plus, qui ont fait ce long voyage, jeunes guerriers au regard sans âge, vieillards noueux et éclopés, visages tannés, gueules terreuses et suspicieuses, les uns enturbannés, les autres en grand uniforme, d'autres en veste civile et pantalon militaire, ou la casquette galonnée sur un turban aux mille plis;



mais l'étonnant, oui, c'est que ces commandants redoutables, ces durs, ces professionnels de la trahison et du retournement d'alliance, ces virtuoses de la guerre civile qui ont, sauf exception, des flots de sang sur les mains, semblent paralysés tout à coup, mal à l'aise, étrangement réticents – est-ce le lieu qui les intimide? est-ce le fait d'avoir dû, pour entrer, laisser leurs armes dans les pick-up et les Volga qui les attendent, avec leur escorte, sur les parkings près de l'hôtel? se sentent-ils démunis? vulnérables? ils sont là, avec leurs mines sévères, leurs mains crevées d'engelures, leurs masques habituellement impérieux mais que l'expression n'anime plus; ils sont là, assis, dans l'attente de Karzaï, le long des bancs de bois qui font le tour de la pièce et on dirait une ronde figée de robes blanches, de barbes, de turbans, d'uniformes couleur de terre; on dirait des écoliers sages qui attendraient sagement leur maître.

Il y a là Ahmad Khan, commandant de la région de Samangan.

Hadji Abdul Qadir, gouverneur de Jalalabad, dont on murmure que le propre frère exfiltre vers le Pakistan les familles des gens d'Al Qaïda.

Il y a là, silencieux et songeur, le mollah Naqibullah, ce commandant pachtoun, membre, comme Karzaï, de la tribu des Durrani, qui négocia, en décembre, avec Gul Agha Sherzaï, la reddition de Kandahar.

Il y a Karim Khalili, chef du parti chiite Hizb-e-Wahdat que nous reverrons quelques jours plus tard et qui nous mènera sur les traces du troisième Bouddha de Bamyan : nous serons impressionnés, alors, par son allure déterminée; nous écouterons, dans l'effroi, les récits qu'il nous fera des combats de Darisuf et Yakaulang, dans les montagnes, autour de Bamyan, où les Talibans faisaient des pyramides de cadavres; avec sa barbe grise, ses lunettes cerclées, sa voix douce, presque timide, son long corps maladroit et modeste, avec cette façon qu'il a, comme les autres, de fixer la petite porte où le Président fera son entrée, il ressemble aujourd'hui à un mollah débonnaire et doux.

Il y a un autre commandant hazara, teint cuivré et barbiche clairsemée des nomades mongols d'Asie centrale : il est un rescapé, lui, me dit-il, des combats de Khala Tché, ce quartier ouest de Kaboul, qui fut le bastion du Wahdat et l'un des

principaux champs de bataille des années 92-96; il a vu des centaines de ses hommes massacrés par les troupes tadjiks du général et désormais ministre Fahim et il sait, me confie-t-il à l'oreille, que l'heure de la vengeance finira par sonner; sauf que Fahim est là, justement; il vient, parce que c'est la seule place, s'asseoir à côté de lui; et le seigneur hazara ne bouge pas, ne cille pas, il s'enferme dans un silence boudeur et – seule manifestation de sa rancune – feint de fixer quelque point effrayant dans les plâtres craquelés du plafond.

Il y a là Rachid Dostom, le boucher de Mazar-i-Sharif, l'homme dont le seul nom est censé faire trembler, non seulement sa ville, mais Kaboul et qui n'a d'ailleurs eu qu'un mot à dire, au moment de la constitution du gouvernement de transition, pour se voir offrir le portefeuille de vice-ministre de la Défense dont il rêvait : avec sa grosse figure ronde et glabre, son uniforme marron trop neuf et curieusement empesé, il a l'air d'un paysan en visite que ses voisins battent froid.

« Vous avez, lui dit Hertzog, mauvaise réputation en Europe. Notre pays s'interroge sur ce

qui s'est vraiment passé, l'an dernier, dans la forteresse de Qala-e-Jhangi, pour les prisonniers pachtouns et arabes qui étaient sous votre responsabilité.» Et lui, penaud : « je suis un militaire, juste un militaire, la politique n'est pas mon fort, je n'ai jamais fait que mon devoir de militaire » ; puis, nuance d'anxiété dans la voix : « j'ai beaucoup de respect pour la France ainsi que pour le Président français ; croyez-vous qu'il serait possible d'ouvrir un consulat français à Mazar? mon peuple en rêve ; moi aussi ».

Il y a Ismaël Khan, l'émir d'Herat, avec son œil malin, son turban, sa longue barbe blanche et ce teint rosé qui le fait ressembler à une miniature persane : cet ancien général formé à l'académie militaire de Kaboul, ce chef de guerre qui fut la terreur des Soviétiques avant d'être celle des Talibans, ce tacticien formidable qui sut, depuis Mechhed, organiser la reconquête de sa région, puis la soulever de l'intérieur et y reprendre le pouvoir sans l'aide des Alliés, ce combattant qui passe pour le plus valeureux, avec Massoud, de tous les warlords afghans a l'air, lui, d'un vieux sage, honoré d'être là, poli, poupin, doucereux.

Bref, ils sont tous là, ces warlords qui sont censés faire trembler et Kaboul et Karzaï. Sauf qu'ils ont cet air d'enfants ou de papys et que lorsque le Président daigne paraître, lorsqu'au bout d'une heure, peut-être plus, il pénètre enfin dans la salle, enveloppé dans son cafetan vert ouzbek brodé d'or, ils se lèvent comme un seul homme, se mettent presque au garde-à-vous – et il se produit, alors, deux événements tout à fait singuliers.

Karzaï, d'abord, les passe en revue. Il est l'un d'entre eux, en principe. Il fut l'un des commandants de la région de Kandahar, donc il est juste l'un d'entre eux, même pas *primus inter pares* puisqu'il est l'un des rares à n'avoir pas participé au djihad contre les Soviétiques et que ses états de service antitalibans, sa participation plus que tardive, à partir de la mi-novembre seulement, et sous haute protection des forces spéciales américaines, à la libération de la province d'Uzurgan, n'ont rien de comparable avec les hauts faits de la plupart de ceux qui sont ici. Or ils sont tous debout, aussi figés que lorsqu'ils étaient assis, pétris de déférence. Et il les passe en revue, oui, d'abord du regard, sans bouger, au seuil de la

première pièce, comme pour s'assurer qu'ils sont tous là; et puis il va de l'un à l'autre, dosant ses effets, codant ses regards, un mot pour chacun, parfois un geste, une accolade pour les privilégiés, ou une tape amicale sur l'épaule, ou des nouvelles de Gardez pour un commandant illettré de Kunduz. On dirait un civil chez les militaires. Un gentleman chez les soudards. Un prélat chez des seigneurs de la guerre sous influence. On dirait le beau Cambacérès ou l'élégant Talleyrand qui inspecteraient les Ney, les Lannes, les Murat, avec l'autorité d'un Bonaparte.

Et puis, la revue achevée, les bénédictions distribuées, le second acte commence. Le visage fermé maintenant, les coudes serrés le long du corps comme s'il voulait offrir le moins de contact possible à la foule des enturbannés, il retransverse la salle d'un pas vif. Choisit le coin le moins occupé, où on lui avance une chaise à dossier. S'en fait apporter deux autres, plus un petit tabouret. Et, tous restant debout et à bonne distance, il s'installe là, royal, invitant à s'asseoir près de lui, pour conversation à voix basse, Fahim l'incontournable, Ismaël Khan le vénérable

et, sur le tabouret, tel ou tel autre, tour à tour, à qui un aide de camp fait signe d'approcher puis, très vite, de se lever pour laisser la place au suivant : jusqu'au puissant Dostom qui, à ma grande surprise, n'est pas le dernier à se plier aux règles de ce protocole improvisé – il rôde autour du petit cercle; tente désespérément de croiser le regard de Karzaï ou, au moins, de l'aide de camp; enrage de n'être pas élu; on le sent au bord d'être humilié; et puis il est appelé, mais tard, à son heure, qui dit probablement le rang où le met le Président dans la hiérarchie politique ou morale de ses warlords – quel aveu!

Je donne cette scène pour ce qu'elle est : un symptôme, à peine un signe – celui du mystérieux ascendant d'un homme seul sur des chefs de clan redoutables, venus de tout l'Afghanistan, et adossés à des armées. Karzaï comme une énigme.





Conversation avec  
un homme remarquable

*(Pourquoi la France, et l'Europe,  
doivent jouer la carte Karzaï)*

« Comment avez-vous trouvé mes warlords? »

Même soir. Quelques heures plus tard. Nous avons dû nous éclipser, au beau milieu de cette extravagante réunion et du dîner qui a suivi, car nous avions rendez-vous avec Wali Massoud, le frère du Commandant, pour discuter d'un projet d'« Institut Ahmed Shah Massoud », inspiré de nos Instituts Charles de Gaulle et François Mitterrand, et sur lequel je reviendrai. Mais son banquet militaire achevé, à 22 heures, le Président a renvoyé une escorte nous chercher, munie

du mot de passe qui change toutes les nuits et qui permet, après le couvre-feu, de franchir les check points officiels (aujourd'hui, c'est le nom d'un chargé d'affaires européen, en poste sous les Talibans, et dont la complaisance est devenue, à Kaboul, sujet, non seulement de colère, mais de moquerie!) et nous voici donc chez lui, dans les appartements privés de la présidence, pour une troisième et dernière rencontre.

Il a bien dit *mes* warlords.

Il a insisté, quoique avec une nuance d'ironie, sur le *mes* de « mes warlords ».

Et il y avait dans ce « mes », outre l'idée que les Dostom, Khalili et autres Ismaël Khan lui sont plus soumis qu'on ne le croit, outre la fierté de se savoir leur suzerain, de les voir ses vassaux et obligés et de bien nous signifier qu'ils sont loin de cette fronde larvée que l'on imagine en Occident et qui le tiendrait à leur merci quand c'est lui qui, de fait, semble mener le jeu, il y avait, donc, dans ce « mes » une nuance de familiarité, d'amitié condescendante et amusée, à l'endroit de ces grognards dont on le sent soucieux d'améliorer l'image à nos yeux.

Sauf qu'au lieu de lui répondre et d'approuver, au lieu de lui dire combien j'ai admiré, en effet, cet ascendant qu'il a sur eux, je lui demande pourquoi, s'il les aime tant, il les reçoit dans cet Intercontinental si froid, si loin de tout, et si proche, surtout, du château fort de Sayyaf (le seul d'entre eux qui, sauf erreur, n'a pas répondu à son appel); je m'étonne, puisque ce sont « ses » warlords et qu'il tient à le souligner, qu'il ne les ait pas invités ici, chez lui, sous les lambris dorés de ce Palais présidentiel dont le décor les aurait, après tout, infiniment plus honorés – et il me répond par ce cri du cœur, il faudrait dire ce haut-le-cœur :

« Ah non! Pas ça. Pas ici. Pas les seigneurs de la guerre chez moi, dans ce palais... »

Manière de distinguer les ordres, sans doute.

Manière, mettons « démocratique », de refuser l'idée de la soldatesque – fût-elle loyale! – au cœur du pouvoir civil et de son siège.

Mais façon, qu'il le veuille ou non, de la part de l'homme de culture et de raffinement, de dire la distance à l'endroit de ces militaires qu'il continue de tenir pour des soudards – ah! la faute politique, mêlée d'une faute de goût, que ce se-

rait de les inviter à essayer leurs bottes sur les délicats tapis de l'Etat afghan...

J'observe Ahmad Karzaï, l'ancien commandant – mais l'a-t-il, au fond, vraiment été? – devenu l'apôtre résolu de la séparation des pouvoirs civils et militaires.

Je le regarde, assis en tailleur sur son canapé, sa toque d'astrakan posée sur un coussin, un œil sur les images muettes de CNN, un autre sur les photos des Bouddhas de Bamyân que nous avons posées sur la table devant lui et qui le passionnent apparemment autant que les nouvelles de la bataille de Gardez.

Il fait froid, dit-il; la journée a été longue; il porte encore la fatigue du voyage à Paris; alors il a froid, oui, il demande qu'on lui apporte un autre cafetan, plus chaud, dans lequel il s'emmitoufle; et je ne peux m'empêcher de lui trouver, à cet instant, un faux air d'André Gide, frileux et distingué, sur les photos de la fin, rue Vaneau.

Et repensant alors, une dernière fois, à cette extraordinaire revue des braves et des félons à laquelle il m'a été donné d'assister, me remémorant la façon qu'a eue cet aristocrate fragile, aux gestes élégants et las, de subjuguier ces chefs de

clan rompus à toutes les ruses, toutes les manœuvres de la guerre et du pouvoir, et ne connaissant, pour toute loi, que celle du pachtounwali et des autres codes d'honneur des tribus afghanes traditionnelles, bref, songeant à l'énigme de ce chef charmeur et sûr de lui qui, au lieu, comme on fait toujours, de galvaniser ses lieutenants, les domine en les désarmant, je me dis que cet ascendant tient à deux ou trois paradoxes dont il convient de prendre la mesure si l'on veut essayer d'asseoir une juste politique afghane.

Non pas : « je suis des vôtres ». Mais : « je l'ai été; je ne le suis plus; je suis à la fois moins et plus que l'un d'entre vous; et c'est précisément pour cela que vous me devez obéissance et respect; c'est parce que je ne suis plus tout à fait des vôtres que vous pouvez être les miens; c'est parce que je suis le plus civil d'entre vous, le moins militaire, que je mérite de vous commander; loin que la minceur de mes états de service m'affaiblisse c'est elle qui me donne autorité ». Il y a des dîners d'amis et des dîners de dupes. Des dîners d'anciens combattants et des dîners de tête. Des dîners de conjurés. Des dîners de cons. Ce dîner de l'Intercontinental était un dîner de

distance et de distinction. Il n'avait qu'un objet, signifier la différence. Il n'avait aucune raison d'être, sinon marquer l'écart entre les chefs de guerre et celui qui, à l'art de la guerre, ajoute celui de la politique et de l'esprit.

Non pas : « je suis un pur Afghan, un homme de souche et de terroir – comme vous, je suis fils des montagnes, ou de la plaine, ou du désert ». Mais : « je suis cela, et son contraire; je suis un patriote et, en même temps, un émigré; je suis un nationaliste afghan et, pourtant, sans contradiction, un cosmopolite, un polyglotte, frotté de culture française, ami des Américains qui m'ont, d'ailleurs, sauvé la vie, l'an dernier, quand je suis tombé, près de Kandahar, dans une embuscade de Mollah Omar ». Double appartenance qui eût été fatale, bien sûr, au temps des Talibans. Dispositif intenable, sans doute aussi, dans les années qui précédèrent. Mais qui sait si, dans l'Afghanistan exténué d'aujourd'hui, dans ce pays libre mais détruit qui ne peut plus compter, pour sa survie, que sur l'aide internationale – qui sait si, dans le secret des cœurs, tous ne s'accordent pas à penser que c'est, au contraire, la bonne carte, l'équation de la der-

nière chance, le seul moyen, pour le pays, de sortir de l'enfer?

Non pas, enfin : « nous avons un passé commun, fait de bons et de mauvais coups, de querelles sanglantes et d'alliances, le moment est venu de s'entendre, de laisser les morts enterrer les morts, de mettre un point final à cette histoire afghane de bruit et de fureur racontée par un idiot ». Mais : « c'est votre histoire commune; votre folie partagée; ce n'est, par définition, pas la mienne; je n'ai, puisque je n'étais pas là, tué aucun des vôtres; je n'ai, pendant ces années, trahi aucun d'entre vous; je suis le seul, au fond, qui n'ait jamais versé dans cette guerre de tous contre tous qui a, depuis vingt-trois ans, déchiré la nation afghane et à laquelle je suis le seul, du coup, à pouvoir mettre un terme ». Avoir vécu loin de Kaboul n'est pas un handicap pour Karzaï, c'est un atout. Cette expérience de l'exil qu'il a, les premières semaines, vécue comme une source de faiblesse est, au contraire, sa chance. Y a-t-il, pour arrêter la loi du massacre, meilleure position que celle de l'homme qui a, dès le premier jour, et par la force des choses, fait un bond hors du rang des meurtriers?

Nous parlerons de mille autres choses, cette nuit-là. Nous évoquerons le troisième Bouddha de Bamyan qu'il donne à la France, avec enthousiasme, mandat de retrouver. Je l'informerai de ma volonté d'aider à naître, en dari et en français, *Les Nouvelles de Kaboul*. Il me dira combien il a été touché de l'accueil que lui ont réservé les Parisiens, de leur chaleur, de leur sens de l'hospitalité, de leur courtoisie sans égale sinon celle des Afghans. Il me confiera des messages à destination du Président de la République et du Premier ministre français ainsi que son avis, fort subtil, sur l'issue de leur affrontement. Mais l'essentiel, pour moi, est bien là. Je retire de cette soirée la conviction que l'avenir de l'Afghanistan passe par cet homme et que c'est lui, donc, qu'il faut renforcer.

Ahmid Karzaï, combien de divisions? C'est la fausse question. C'est le souci de ceux qui ignorent, en politique, le poids du symbolique. Miracle d'une circonstance devenue destin. Grâce d'un homme seul en qui s'incarne un moment d'Histoire. Choisi pour ne pas durer, intronisé dans la hâte et sous l'empire de la nécessité par des parrains lointains, ce faux



intérimaire a le profil qui convient. Sa faiblesse fait sa force. Il est le premier, depuis longtemps, à pouvoir rassembler les Afghans.



## La grande alliance

La question ce sont, bien entendu, les Tadjiks de l'ex-Alliance du Nord.

Plus exactement : ce sont les rapports, non seulement de Karzaï, mais de toutes les forces politiques afghanes, avec ces trois ministres surpuissants, détenteurs des trois portefeuilles clés de l'Intérieur, de la Défense, des Affaires étrangères et disposant, eux, pour le coup, de « divisions » considérables à Kaboul : Qanouni, Fahim, Abdullah – le trio des dauphins de Masoud.

Je les connais, un peu, tous les trois.

Je les ai rencontrés, dans le Panchir, au temps de la Résistance.

Je crois avoir noué avec eux, au fil des années,

comme tous les Français qui sont allés à la rencontre de Massoud et à qui Massoud a donné un peu de son amitié, des rapports de confiance.

Et j'ai eu plusieurs occasions, durant cette mission, dans un climat de familiarité et d'estime qui permettait d'aborder aussi les sujets qui fâchent, de discuter avec eux, à cœur ouvert, sans tabous, de la façon dont ils envisagent l'avenir de l'Afghanistan et du rôle qu'ils entendent y tenir.

Ils partent d'un premier principe : ils ont gagné cette guerre ; ils ont libéré ce pays ; il est hors de question, dès lors, de se laisser voler leur victoire ; il est hors de question de voir des résistants de la dernière heure, jusques et y compris Karzaï, tirer à eux les bénéfices de ces vingt-trois années de combat.

Ils ont une idée fixe : il y a eu, certes, des erreurs commises dans leurs rangs lors de la fameuse période d'exercice du pouvoir, en 1992-1996, quand Rabbani était Premier ministre et Massoud ministre de la Guerre ; mais on les a exagérées, ces erreurs ; on les a scandaleusement isolées du contexte politico-militaire qui les rendait possibles ; on n'a pas voulu voir, notamment, que les terribles destructions que subit

alors Kaboul furent moins leur fait que celui des bandes factieuses de Dostom, Sayyaf, puis, surtout, Hekmatyar – pour ne pas parler des Talibans eux-mêmes – qui, depuis les collines et les quartiers périphériques, multiplièrent les assauts contre la cité martyre; on n’a pas voulu considérer que ce sont eux, les seigneurs de la guerre et autres fourriers du fondamentalisme, qui déclenchèrent les troubles, puis les tueries et les bombardements, tandis que Massoud, détenteur du pouvoir légitime, était, qu’on le veuille ou non, en position d’assiégé.

Ils sont réalistes, cela dit – ils savent que, le rapport de forces interethnique étant ce qu’il est dans le pays, ni l’Afghanistan ni, surtout, l’Occident ne permettront à des hommes jugés représentatifs d’une ethnie, les Tadjiks, qui n’est dominante que dans le Nord et dans la région de Herat, d’exercer seuls le pouvoir dans l’Afghanistan de demain : alors, ils s’approprient, sans doute, les ministères de souveraineté; ils nomment des Tadjiks, voire des Panchiris, à la plupart des postes clés des administrations qu’ils contrôlent (ce qui, je le répète, n’a pas eu que des effets pervers : ce quasi-monopole de la force

n'est-il pas en train d'assurer une sorte de paix civile dans Kaboul? n'était-ce pas le meilleur moyen d'éviter la réédition de la guerre des chefs, donc la seconde destruction de la ville, que chacun redoutait et qui, de fait, n'est pas venue? c'est ce qu'ont plaidé, face à moi, en réponse aux critiques de Lakhdar Brahimi dont je me faisais l'écho, Messieurs Fahim et Qanouni; et il est difficile, sur ce point, de leur donner tort...); bref, les Panchiris se taillent à Kaboul, c'est vrai, la part du lion; mais ils savent qu'ils doivent transiger; ils savent qu'ils ne peuvent faire l'économie d'une alliance de longue durée; ils sont parfaitement conscients de devoir, non seulement dans la période intérimaire mais au-delà, partager la réalité du pouvoir.

Avec qui? C'est l'autre question. Elle fut l'objet, entre nous, d'une longue conversation. Mais il me semble que, là aussi, leur siège est à peu près fait. Je ne suis pas sûr que leur relation à Karzaï et aux siens soit dénuée d'ambivalence. Je les ai vus, à plusieurs reprises, en présence les uns des autres et il est clair que cohabitent, chez ces paysans-soldats que sont les « Massoudiens », une vraie fascination pour l'élégance, le

charme, l'habileté politique, l'urbanité des « Romains » et une non moins réelle méfiance à l'endroit de ces « séculiers » qui, coupés de leurs « racines », n'ayant jamais « tenu un fusil » de leur vie, ayant passé le dernier quart de siècle entre « Genève, Rome et New York », regardent de haut les valeurs de l'islam qui sont pourtant « la base » de la culture afghane. N'empêche que, alliance pour alliance, ils ont intérêt, et ils le savent, à jouer ces « déracinés » contre les chefs de tribu pachtouns dont les sépare un torrent de sang. Quitte à nouer un compromis, le moins mauvais des compromis est très clairement – ils le savent aussi – celui qui, plutôt que des seigneurs de la guerre qui sont, eux, de vrais rivaux, les rapprocherait d'un Karzaï solitaire et désarmé, d'un Zaher Shah octogénaire et symbolique, bref, d'alliés aux mains nues qui n'ont et n'auront pas de sitôt les moyens de leur disputer leur prééminence militaire. Tel est, en un mot, leur intérêt bien compris – telle est, pour eux et à leurs yeux, la bonne équation politique : oui à un accord avec des hommes dont tout, ou presque, les sépare si cela peut conjurer le face-à-face avec ces Dostom, ces Qalili, ces chefs pachtouns de

Kandahar, qui leur ressemblent trop et se battent avec les mêmes armes.

En douteraient-ils enfin? seraient-ils repris par leurs démons, saisis par la tentation du pouvoir absolu ou par celle de l'éternelle combinaison ethnique et de ses jeux de dupes? sentiraient-ils monter en eux le ressentiment contre ces « Messieurs », ces « occidentalisés », ces « urbains », qui ne sont pas leur genre et qui les bluffent? Il y aurait une force au moins qui les retiendrait, une présence qui les rappellerait à la raison: Massoud; le souvenir et la figure de Massoud qui, à la fin de sa vie, s'orientait, ils le savent, vers cette « option romaine » – n'a-t-il pas, dès l'été 2000, via les Iraniens, pris contact personnel avec des émissaires du roi? n'a-t-il pas donné son aval, en septembre, à l'initiative du groupe dit des « 6 + 2 » (les six pays frontaliers de l'Afghanistan, plus les Etats-Unis et la Russie) qui provoqua, à Chypre, la première conférence commune entre l'Alliance du Nord et des représentants de Zaher Shah? n'a-t-il pas, l'année suivante, en juillet, laissé dire, à Weston Park, près de Londres, lors d'une discrète réunion des 21 pays « ayant une influence en Afghanistan »,



que cette « option Zaher » était, en cas de victoire, une vraie solution provisoire? Tel est, aux yeux de ces hommes, le dernier état de la réflexion de Massoud. Tel est, d'une certaine façon, le testament politique de celui qu'ils révèrent à l'égal d'un martyr, que dis-je? d'un saint, d'un prophète. Je suis convaincu de la solidité de leur alliance romaine dans la mesure même où je crois impensable de les voir tourner le dos à ce qu'ils tiennent pour la dernière volonté de leur maître. Une transgression serait sacrilège. Une infidélité vaudrait forfaiture. Massoud oblige!

Une anecdote, à ce propos. Le docteur Frédéric Tissot, chargé d'affaires par intérim (et dont je tiens à dire ici que le soutien sans faille, comme celui, d'ailleurs, du poste diplomatique dans son ensemble, a grandement contribué au succès de la mission), a invité deux d'entre eux, Fahim et Qanouni, à dîner à l'ambassade de France. Très vite, nous en venons à parler de lui, Massoud, et des souvenirs qu'il nous a respectivement laissés. Pêle-mêle : ses talents de tacticien ; sa foi en la victoire, inébranlable pendant vingt ans ; le jour où Fahim s'est mis à son service comme on décide de suivre un messie ; son

filis qui lui ressemble tant; la modestie de sa maison dans le Panchir; son goût de la poésie; son humour; mes quelques rencontres avec lui; l'éternelle discussion sur les raisons cachées qui firent renoncer, à Paris, les têtes de l'exécutif à le recevoir; Védrine qui sauva l'honneur; le Parlement européen et son peu d'autorité; le fait que nous avons tenu, Hertzog et moi, le lendemain de notre arrivée, à faire le voyage de Bazarak; l'enterrement; ce bouleversant petit film qui vient, le jour même, de nous être montré et où on les voit tous les deux, Fahim et Qanouni, en tenue militaire, haranguant la foule en pleurs des moudjahidin qui semblaient, par le geste et l'incantation, vouloir le tirer du linceul. Vous souvenez-vous, amis, de ce que, au juste, vous disiez? Avez-vous un texte écrit? une traduction? Comme c'est étrange de vous retrouver là, dans les salons de cette ambassade! Comme c'est déroutant, quand on vous a connus maquisards, de vous revoir dans vos habits de ministres, costume croisé, barbe taillée, voiture de fonction blindée! Qanouni remarque, en riant, que sa fichue jambe – blessée, il y a neuf ans, dans un attentat manqué, commandité par Hekmatyar –

recommence de lui faire mal depuis qu'il est en ville. Fahim dit qu'il est moyennement à l'aise à Kaboul, que son Panchir natal lui manque et qu'il y retourne, d'ailleurs, chaque fois que ses nouvelles tâches lui en laissent le loisir. Massoud, encore. Le récit vrai de sa mort qu'il tient absolument à nous faire : « sur le coup ; j'affirme qu'il a été tué sur le coup ; contrairement à ce qui s'est dit, y compris en Afghanistan, il n'a pas eu le temps de souffrir ; pourquoi, dans ce cas, n'avoir pas annoncé la chose tout de suite ? à cause des commandants ! c'était un tel choc, pour nos commandants, qu'il fallait le temps de les préparer ! alors j'ai pris sur moi de mentir ; j'ai distillé la nouvelle petit à petit, par cercles, à Qanouni d'abord, à Abdullah, aux proches ; mais il n'a pas souffert, ça, je le jure ; ce n'est pas vrai, comme on l'a dit, qu'il a hurlé de douleur, pendant des heures, à la façon d'un animal... » Fahim est ému. De plus en plus ému, tandis qu'il avance dans le récit. Sentant, j'imagine, l'émotion qui monte et le submerge, il fait ce qu'il peut pour se ressaisir et, soudain très solennel, pompeux, presque langue de bois, conclut : « Massoud, pour nous, n'était pas un

homme mais une cause ». Emu, moi aussi, voulant dire quelque chose, n'importe quoi, mais quelque chose qui détende un peu l'atmosphère, je rétorque : « à voir vos yeux, Général, on comprend qu'il était quand même un homme avant d'être une cause ». Et cette phrase anodine, cette phrase pour ne rien dire, provoque, à ma grande stupeur, ceci : l'homme fort de l'Alliance du Nord, le chef sans états d'âme des services de renseignement de Massoud, l'ancien patron, dans les années 80, de la police politique de Najibullah, l'impitoyable commandant dont on murmurait, dans les maquis, qu'il ne tolérait aucune défaillance dans ses rangs, cet homme-là, donc, à la seule idée que son Massoud aimé était un homme et non une cause, se met à pleurer comme un enfant...

Malaise dans l'assistance. Consternation du chargé d'affaires par intérim face à ce qui lui apparaît, d'abord, comme un quasi-incident diplomatique. Que faire quand, devant vous, sanglote un dur à cuire? Comment réagit-on au spectacle d'un homme dont tout indique qu'il a la religion de la virilité et de la force, et qui s'effondre? Dans le doute, tout le monde se tait.

Une minute. Une autre. On n'entend, pendant ces deux minutes de silence improvisées, que les sanglots, de moins en moins contenus, de Fahim. Jusqu'à ce que le chargé d'affaires, recouvrant ses esprits, explique que nous fûmes nombreux, en France aussi, à pleurer le Commandant Massoud et propose de poursuivre la conversation à table...

Je profite du passage à table pour rappeler, à mon tour, un dire de Massoud me confiant, à Paris, qu'il ne voyait pas d'avenir pour l'Afghanistan hors l'alliance avec les « occidentalisés » du groupe de Rome.

Gilles Hertzog s'engouffre dans la brèche que ce psychodrame vient d'ouvrir pour remonter, lui, aux deux ministres l'intérêt, non seulement politique, mais historique qu'ils auraient à aller au bout de ce pari romain.

« Les résistants français, leur dit-il, passent la main en 1945. Les combattants de l'intérieur algériens cèdent la place, en 1962, aux ténors exilés du GPRA. C'est presque une loi. Les libérateurs ne sont jamais les reconSTRUCTEURS. Ils sont, besogne faite, toujours remerciés par les politiques. Eh bien allez au bout de votre alliance. Tendez

réellement la main, sans arrière-pensées, à ces Romains qui ne peuvent rien sans vous mais sans qui vous ne pouvez rien non plus. Et vous verrez que vous déjouerez la loi – vous serez les premiers résistants de l’Histoire à être aussi des bâtisseurs. »

Fahim et Qanouni écoutent. Ils savent que nous sommes leurs amis, donc ils écoutent. De même que je les ébranle, il me semble, quand, en réponse à une objection de Fahim grondant, le cœur gros, les yeux toujours embués de larmes, que les Romains sont des « séculiers » et que les séculiers sont à peine moins dangereux, pour l’Afghanistan, que les « fondamentalistes », je dis : « nous aussi, nous sommes des séculiers ; tous les amis français, européens, occidentaux, de Massoud, étaient des séculiers ; alors, pourquoi ce qui a marché avec nous ne marcherait-il pas avec eux ? pourquoi le front uni avec l’esprit laïque, qui fut bon à vous libérer, perdrait-il ses vertus à l’heure de reconstruire ? ne voyez-vous pas la grandeur, au contraire, qu’il y aurait à marier, par-delà les calculs et les intérêts, ces deux parts de la culture afghane – riches, toutes deux, de leurs vertus propres – que sont la cul-

ture de l'exil et celle de la résistance? les Romains ont mis en sourdine certaines de leurs exigences; ils ont compris qu'il ne fallait pas braquer les sensibilités traditionnelles du pays; ils hésitent même à faire ouvertement campagne pour le retrait sans délai des burqas; eh bien faites l'autre moitié du chemin; tendez-leur la main comme ils vous tendent la leur; l'Histoire, à qui il arrive, tout de même, d'avoir moins d'imagination que les hommes, jette parfois la même âme ou, en tout cas, le même projet politique dans deux corps et deux têtes différents – il dépend donc de vous que Karzaï soit le continuateur de Massoud ».

L'ex-Alliance du Nord est à la croisée des chemins. Ses ténors sont, eux-mêmes, partagés et hésitent entre deux tentations très fortes. Ils peuvent basculer dans l'archaïsme, la régression, la méfiance à l'endroit de l'Occident et de sa conception laïque du pouvoir, ils peuvent consentir à la mauvaise part d'eux-mêmes, leur part stérile et suicidaire – et alors ils retourneront au Panchir, disparaîtront du jeu politique et livreront leur pays au jeu sanglant des warlords. Ils peuvent s'ouvrir au siècle, prendre parti pour les

lumières de l'islam et du monde et, sans renoncer à ce qu'ils sont, accepter d'être fécondés par les ferments d'esprit « séculier » qu'apportent avec eux les amis d'Ahmid Karzaï – et la conjonction des deux cultures, leur mise au rouet l'une de l'autre, leur interpénétration réglée, feront que, en brisant la quadrature du cercle afghan, ils réussiront peut-être là où échouèrent Habibollah, Aminullah, Daoud, Zaher Shah, les réformateurs de l'Afghanistan.

Tel est, en tout cas, le discours que la France doit tenir à ces hommes. Tel est, par-delà le discours, le sens de l'effort qu'il nous appartient de déployer. En invitant, par exemple, les dauphins de Massoud à Paris et en leur ouvrant, comme à Karzaï, les portes de l'Occident.



## Encore les seigneurs de la guerre

Ismaël Khan. N'ai-je pas été trop indulgent avec Ismaël Khan, maître et seigneur de Herat? Cet air de vieux sage, barbe blanche et turban crème, qu'il avait face à Karzaï... Cette fraîcheur de pape renaissant... Cette insistance à me dire : « venez me voir à Herat; la France, chez moi, est la bienvenue; vous verrez que je ne suis pas un chef de guerre mais un homme d'art et de culture »...

Après un second entretien, le portrait s'est affiné. C'est bien, d'abord, un chef de guerre. Un vrai. Avec l'ambiguïté, sans doute, propre à tous ces hommes, à la fois chefs militaires et spirituels, mollahs et commandants, émirs et combattants. Mais un chef de guerre, oui. Pro-

blement même, avec Massoud, l'un des plus vaillants d'Afghanistan.

« Massoud était mon ami. Nous étions deux frères. Deux moudjahidin dans le même camp. Et lorsque j'ai été fait prisonnier, pendant les deux années passées chez les Talibans, dans ma geôle de Kandahar, c'est lui, Massoud, Dieu le bénisse, qui s'est le plus activé pour obtenir ma libération. »

Du chef de guerre afghan traditionnel, il a les états de service : capture; années de prison; évasion mystérieuse; libération de Herat, en 1992, plusieurs semaines avant Kaboul; étoiles de général gagnées, à la fin des années 70, sous le régime communiste.

Il a la fortune : millions de dollars, dit-on, accumulés lors de son premier mandat entre 1992 et 1995; argent du pavot; celui de l'aide internationale; et, maintenant, le trésor de guerre que les Talibans n'ont pas eu le temps d'emporter dans leur fuite et lui auraient donc abandonné.

Il a la zone d'influence, les visées : pour le moment, outre Herat, les provinces de Badghis, Ghor, Farah; demain peut-être Kandahar,

l'ennemie héréditaire, dont il ne peut prononcer le nom sans une nuance, dans l'expression, de convoitise et de haine.

Du warlord, enfin, il a la garde prétorienne, l'armée privée : dix mille, peut-être quinze mille hommes, armés par l'Iran, et en étroite relation, semble-t-il, avec l'aile la plus conservatrice des pasdarans, hostile à Khatami.

« Qui vous a dit que nous étions armés par les chiïtes de Téhéran? »

Le ton s'est fait dur. Il a retrouvé l'œil noir, la moue de dédain et de férocité mêlés qu'il a sur ses photos d'il y a quelques années, avant qu'il ne blanchisse.

« Votre passé, Général... Votre exil en Iran pendant les années talibans... Ce journaliste suisse qui révèle que deux missiles de croisière américains auraient été récemment tirés sur un dépôt d'armes d'origine iranienne... Et puis les soldats de votre escorte, leurs uniformes flam-bant neufs, livrés, m'a-t-on dit, par l'Iran. »

Et lui, se ressaisissant et retrouvant, à la seconde, l'onctuosité de prélat dont il s'était imprudemment départi : « depuis quand avous ces uniformes? »

Il s'est tourné vers son fils, Mirwais Sadeq, qui assiste à l'entretien.

« Depuis quand? Oui, c'est cela, six mois déjà. »

Puis, de nouveau vers moi, suave et triomphant : « Vous voyez bien; les Iraniens nous ont aidés; mais ils ne nous aident plus; au nom de Dieu le miséricordieux, ne dites pas que je suis l'homme de l'Iran; j'ai, d'ailleurs, les meilleures relations avec Zalmay Khalilzad, l'émissaire du Président Bush pour l'Afghanistan – nous avons parlé de tout cela, à cœur ouvert, et je l'ai convaincu ».

Alors les Iraniens? Les Américains? Les Américains pour contrer les Iraniens? L'autre évidence qui m'apparaît, pendant cet entretien, c'est que « Amir Sahib », Monseigneur l'émir, est beaucoup trop puissant pour être aussi proche de Karzaï que j'ai pu, de prime abord, l'imaginer – et je comprends surtout le sens de l'extrême prévenance dont l'entourait Karzaï à l'Intercontinental (ainsi que, peut-être, de l'invitation si pressante à soutenir Khatami qu'il adressait, à travers moi, aux responsables français).

« Non, je n'étais pas à Bonn, reprend Ismaël

Khan. Que serais-je allé faire à Bonn? Je suis un Herati. Et l'Afghanistan n'a que trop souffert, déjà, des ingérences étrangères...!»

Puis, roublard : « je suis fatigué; mon peuple est fatigué, et je suis aussi fatigué que lui; alors Bonn... Kaboul... toute cette politique... mon fils, oui... »

Il s'est, une nouvelle fois, tourné vers Mirwais Sadeq : « je suis content que mon fils soit ministre ».

Il feint d'hésiter, de ne plus savoir, au juste, de quoi son fils est ministre : « oui, les affaires sociales... le président Karzaï a fait un bon choix... mais moi... »

Il fait un geste vague, comme pour dire qu'il est un vieux monsieur et que, pour lui, la partie est terminée. Sauf qu'on sent, dans son œil, que la vraie partie est ailleurs, sur le seul terrain qui vaille : son duché d'Herat où, avec l'aide de qui voudra, il entend bien régner en maître.

Khalili, l'homme de Bamyan. Son air, lui aussi, de bon mollah, intimidé par Karzaï. Son humilité d'homme de Dieu, nostalgique de ses Bouddhas, ouvert à toutes les confessions, que

seul un mauvais destin aurait, avec les siens, contraint de prendre les armes. Et maintenant, à Bamyan, cette seconde rencontre où, seul cette fois, libre de son discours et de ses émotions, il se laisse aller à parler de Karzaï (à qui il faut donner « sa chance », mais dont il se méfie et auquel il ne croit pas), du trio de l'ex-Alliance du Nord (ces autres warlords, ni plus ni moins warlords que lui, qui ont fait main basse sur Kaboul), du roi (qui sera « le bienvenu » quand il se résoudra à revenir mais auquel il reproche, comme beaucoup de moudjahidin, d'avoir profité de la vie, à Rome, tandis que ses sujets traversaient un enfer sans fin) ou encore des malheurs qui se sont, pendant ces années, abattus sur le peuple hazara (« peuple esclave, peuple martyr, l'ethnie la plus méprisée, les métiers les plus humbles et les plus pénibles – comment pardonner? ») sur un ton qui n'a plus rien à voir avec celui de l'Intercontinental.

Est-ce la colère qui, alors, l'emporte? le ressentiment? Est-ce le fait d'être chez lui, sur son terrain, libre de toute autorité? Toujours est-il que le maintien, de campagnard, devient martial. Le sourire pâle, sacerdotal, le masque de

sage, robuste et bon, devient rictus et, comme chez Ismaël Khan, laisse paraître l'autre visage. Et, comme dans ces jeux vidéo où, quand le héros accède à la dernière station, on voit le manteau d'arlequin se métamorphoser en cape de superman, il n'est pas jusqu'à son grand cafetan de bure marron, noué à la taille par une corde, qui, le soir de la « revue des braves », ressemblait à une soutane et qui se change en une tenue de guerre.

Lui aussi a eu des relations avec l'Iran. Lui aussi a été soutenu, puis accueilli pendant deux ans, par les frères de Téhéran. Et ces relations ont été d'autant plus étroites que les Hazaras, eux, sont chiïtes. Aujourd'hui, il semble que ce soit fini. Je n'en ai pas la preuve. Mais il le dit. Il le jure. Il dénonce, d'ailleurs, Ismaël Khan comme l'homme qui, si l'on n'y prend garde, offrira l'Afghanistan à l'Iran comme le Mollah Omar l'offrit au Pakistan. Et les quelques confidences que j'ai pu recueillir à Bamyân, le témoignage oculaire, notamment, des membres d'une ONG présente dans la région, font état de la présence d'une dizaine d'Américains en civil, de parachutages nocturnes d'armes made in

USA, d'arrivées de matériel sensible sur le petit aéroport construit sur les hauteurs et contrôlé par des techniciens anglo-saxons – toutes choses qui sont peu compatibles, en effet, avec une présence iranienne massive.

Khalili, autrement dit, aurait choisi son camp.

Les Américains, forts d'un raisonnement qui m'a été tenu, à Bamyan, par un « observateur étranger » et selon lequel la grande erreur des puissances étrangères qui se sont succédé ici depuis deux siècles a été de penser que l'Afghanistan se prend, et se contrôle, à partir des frontières alors qu'il faut partir du centre et s'y tenir, les Américains, donc, semblent avoir, eux aussi, choisi de jouer la carte Khalili.

Mais jusqu'à quand? Et, surtout, jusqu'à quel point? Le seigneur hazara, l'ancien berger devenu mollah et chef de guerre, l'ex-ministre des Finances, en 1993, du gouvernement Rabbani-Massoud, dispose de 15000 hommes, bien entraînés, qu'il n'est guère enclin, lui non plus, à intégrer dans une armée nationale : l'y contraindra-t-on? comment? et lorsqu'il envoie un millier de ses soldats à Kaboul pour défendre les « intérêts hazaras », lorsqu'il explique, comme il



l'a fait devant moi, que le peuple hazara a payé cher, pendant la guerre civile, le fait de n'avoir, à Kaboul, pas assez de défenseurs et qu'il est hors de question de répéter la même erreur, lorsqu'il se plaint, *urbi et orbi*, que son peuple, avec cinq ministres seulement, soit « sous-représenté » au sein du gouvernement intérimaire, faut-il le suivre? entrer dans ses raisons? faut-il céder, somme toute, au chantage du nouvel allié menaçant de retourner à ses amours iraniennes?

Le « Grand Jeu » du pauvre. La France contre le « Grand Jeu ».

Dostom. Rachid Abdul Dostom, le gouverneur de Mazar-i-Sharif. Surprise encore. Mais l'inverse. L'homme est, dès le premier coup d'œil, le chef de guerre que décrit à l'envi la presse internationale. Il est fier, et il le dit, d'avoir, au début des années 90, à la tête de ses féroces Jowzjanis, reçu du communiste Najibullah, pour loyaux services anti-islamistes, le titre de « héros de la République ». Il endosse sans états d'âme la responsabilité du massacre de la forteresse de Qala-e-Jhangi (« 300 morts? oui,

sans doute; mais c'étaient des terroristes étrangers, des bandits; vous ne pouvez pas, en Occident, demander la guerre contre le terrorisme et, quand nous la faisons, pousser les hauts cris ») ainsi que celle de tel autre crime que lui imputent les organisations internationales de défense des droits de l'homme et qu'il ne se donne pas la peine de démentir (« un voleur attaché aux chenilles d'un char? réduit en bouillie? so what? je ne me souviens pas, mais aucune punition n'est trop lourde pour un soldat qui a trahi »).

Non. La vraie surprise est dans la façon, incroyablement décontractée, dont reçoit celui que l'on appelle, à Mazar, le « padichah », le « plus vénérable des chahs ».

Elle est dans le fait que le premier geste de cet Ouzbek quasi illettré dont le nom signifie « mon ami », ou « ami de tout le monde », fut, quand il reprit sa ville, d'y réouvrir les écoles.

Elle est, non seulement dans le discours qu'il tient sur les femmes, mais dans le sort qu'il leur réserve – elle est dans la fermeté avec laquelle, dans toute la zone qu'il contrôle, dans les provinces de Faryab, Jowzjan, Balkh, Sar-i-Pul,

Samangan, Kunduz, Baghlan, il a toujours tenu à leur garantir le droit d'être soignées, éduquées et d'aller, si elles le veulent, dévoilées.

La surprise tient au fait, autrement dit, que ce fils de paysans sans terre, ce chef brutal et sanguinaire, ce tueur, cet Attila, ce Tamerlan sans la culture, ce Baber sans les *Mémoires*, cet homme que l'on dit propriétaire d'un casino en Turquie, riche de millions de dollars dans des paradis fiscaux, doté d'une compagnie d'aviation et de Mig de guerre, ce champion de la trahison et du retournement de veste, ce tortionnaire passé par le PDPA et les écoles de cadres soviétiques, est le plus moderne, le plus laïque, en un mot le plus « progressiste », de tous les responsables que nous avons rencontrés en Afghanistan.

Faut-il, pour autant, passer outre ses terribles forfaits ?

Faut-il voir en lui le champion par défaut de la croisade anti-islamiste, passer par pertes et profits ses innombrables victimes civiles et lui laisser son fief en viager ?

C'est ce que semblent penser, là encore, les Américains. Et l'homme, d'ailleurs, l'a bien compris, qui joue sans vergogne de cet argument

pour refuser, par exemple, de mettre ses 15000 soldats au service de Mohammed Fahim, cet autre général qu'il voit comme un rival plus que comme son ministre de tutelle : « Fahim ne serait rien sans moi; c'est moi, déjà, qui, en 1992, avais aidé l'Alliance du Nord à prendre Kaboul et faire tomber Najibullah; c'est moi qui, en reprenant Mazar, puis en précipitant la prise de Kunduz, ai fait sauter le verrou et accéléré la défaite des Talibans; pourquoi voudriez-vous que j'aie lui donner mes bons soldats? » – et puis, sournois, un sourire de Tartufe éclairant sa trogne de noceur : « il y a un problème avec Fahim; fils d'un maolawi, d'un religieux, il a lui-même étudié le droit islamique à Kaboul; je ne vois pas comment cet islamiste pourrait conduire le pays sur la voie du progrès ».

Eh bien il faut refuser, me semble-t-il, la logique qui verrait le combat pour la modernité absoudre les crimes contre les droits de l'homme.

Je mets en garde contre une politique qui, au nom de la lutte contre l'islamisme, au nom, aussi, de l'idée selon laquelle Dostom tiendrait sa région et y jouirait d'une popularité inentamée

(c'est vrai et faux; car si Dostom est populaire chez les Ouzbeks, la vérité oblige à dire qu'il n'a plus le pouvoir à Kunduz, passée sous commandement tadjik; ni à Pul-e-Khumri où l'ismaélien Jaafar Naderi, son allié, a dû passer la main; ni même à Mazar où il doit composer avec le Tadjik Ustad Ata Mohammad ainsi qu'avec le Hazara Muhammad Mohaqiq, entrés en même temps que lui dans la ville), je mets en garde contre une politique qui, oubliant qu'il reste, avant toutes choses, un criminel de guerre, donnerait à Dostom un rôle clé dans la reconstruction de l'Afghanistan.

Outre le vice-ministère de la Défense, ce condottiere sans âme ni principes contrôle les riches ministères de « l'énergie minière » et de « l'eau » – et c'est déjà beaucoup trop.

Gul Agha Sherzai, maître de Kandahar. Les ONG ne savent pas grand-chose de lui. Les agences de l'Onu non plus. Et il est certainement le moins connu des quatre seigneurs de la guerre que j'ai rencontrés lors de cette mission.

Au physique, c'est un Général Alcazar, tout en ventre et en casquette, trop gros dans un uni-

forme trop neuf, grand corps qui l'embarrasse et qu'il cale derrière un bureau pompeux, lèvres gourmandes, voix de nez et enrhumée, galons surdorés sur des épaulettes rouges et amidonnées, un front qui se veut obstiné et qui est juste l'expression d'une stupidité repue, un rot par-ci, un bref assoupissement par-là, pendant que lui parle son aide de camp – il rentre d'un déjeuner trop copieux et a peine à le cacher.

Politiquement, le général d'opérette cède vite la place à un autocrate dont le cynisme et la brutalité n'ont rien à envier, semble-t-il, à ceux de Rachid Dostom – témoin cette visite de la ville dans sa BMW aux vitres blindées criblées de balles : la foule, reconnaissant la limousine, s'écarte craintivement sur son passage; les malheureux qui, soit lassitude (les sorties du gouverneur sont fréquentes), soit défi (l'inertie, dernière arme des opprimés), ne se sont pas garés à temps sont chassés à coups de botte par des voltigeurs casqués, cravatés, tout de blanc vêtus, qui foncent dans la foule avec leurs motos; arrivé sur la Place de l'Indépendance, alors qu'il a passé toute la traversée de la ville avachi sur son siège, la bouche ouverte, respirant fort, gobant

parfois une des pistaches dont il a, très vite, bourré les poches de sa vareuse en quittant son bureau, le Gouverneur décide tout à coup de faire arrêter le cortège, créant un embouteillage monstre : « vous allez voir, dit-il, je vais vous montrer combien je suis populaire parmi les miens » ; et, donc, nous descendons ; nous allons vers la foule apeurée ; et il faut toute la poigne de ses voltigeurs, il faut leurs cravaches, leurs coups de botte mais en sens inverse, il faut la discrète mais impérieuse invitation de ses inspecteurs en civil pour, revolver au poing, convaincre une volée d'enfants terrorisés de venir se faire caresser les cheveux...

Et quant à ses relations, enfin, avec Kaboul, elles sont bonnes s'agissant de Karzaï dont il fut l'un des émissaires, en décembre, pour négocier la reddition des chefs de tribu pachtouns – mais, que j'évoque les Panchiris, et le seul énoncé de leur nom, retour de son bain de foule, aura le don de le mettre hors de lui : « ne me parlez pas de Massoud ! crie-t-il, en réenfournant, revenu derrière le bureau, une énième poignée de pistaches. Massoud était un traître ! un collaborateur des Russes ! nous avons les preuves du deal qu'il

a passé avec eux dans le dos des Pachtouns! et j'en ai autant au service de Messieurs Fahim et Qanouni, ces doubles traîtres, le diable les emporte » – et puis, reprenant son souffle, très rouge soudain, presque aussi rouge que ses galons, tapant du poing sur la table comme un gros enfant capricieux : « écoutez-moi bien; transmettez bien au Président français; je ne crois pas que Fahim et Qanouni soient capables de faire respecter l'ordre dans ce pays; alors, attention! que la situation dégénère, que les troubles reprennent, et les Pachtouns de Kandahar sauront se souvenir qu'ils sont un grand peuple, qu'ils sont la majorité, qu'ils ont, plus que les autres, combattu les Talibans et que c'est donc à eux, comme tant de fois dans le passé, de remettre de l'ordre dans Kaboul, la ville perdue ».

Après le bain de foule musclé, la menace de putsch à peine déguisée. Gul Agha Sherzaï est le plus pittoresque, mais il n'est pas le moins inquiétant de ces warlords afghans. Or j'ai le sentiment, là encore, que les Américains le tiennent à bout de bras. Ils arment ses soldats. Ils forment sa garde rapprochée. Ils patrouillent la ville. Deux officiers des « special forces », le co-



lonel Fox et le major Reid, ne le quittent pas d'une semelle. Et cela, encore, est préoccupant.

Je ne nie pas, bien entendu, qu'il faille tenir compte de l'existence, et du poids, de ces seigneurs de la guerre afghans.

Je n'exclus nullement, par exemple, qu'il puisse être opportun d'ouvrir à Mazar-i-Sharif ce consulat de France dont rêvait Rachid Abdul Dostom.

Et, pour rester à Kandahar un instant de plus, je suis même partisan de prendre, dans ce fief pachtoun, une initiative culturelle forte, seule capable de convaincre les tribus locales que la France n'est pas, comme elles le croient, l'alliée des seuls Tadjiks – et, de cette initiative (créer à Kandahar, dans ce lieu hautement symbolique qu'est l'ancienne maison de Mollah Omar, un musée national de la souffrance et du martyr afghans où seraient commémorées les trois guerres et, sans distinction d'origine, toutes leurs victimes sans exception), il faudra bien parler avec Gul Agha Sherzai.

Mais une chose est une initiative, une autre une politique. Dans le jeu afghan d'aujourd'hui,

dans la partie qui se joue, au fond, entre trois cercles d'acteurs (Karzaï et les royalistes; les héritiers de Massoud; les seigneurs de la guerre) il y a, derechef, deux choix possibles. Celui des Etats-Unis qui, en partant du centre (géographique), ne font et ne feront qu'affaiblir le centre (politique) et créer (comme les Iraniens, comme les Pakistanais) des Golems qu'il sera difficile, ensuite, de contrôler. Celui de l'Union européenne et de la France qui, refusant la loi des Golems, cherchant à tenir les warlords en respect même si l'on prend acte de leur existence et proposant par exemple, dans le cadre des débats en vue de la future constitution, une structure de type fédéral avec assemblée des régions, sénat des ethnies, chambre des warlords, joueraient plus que jamais l'alliance des Romains et des massoudiens.

## Et si l'on recommençait par l'archéologie ?

Pourquoi les statues quand les hommes vivent en enfer? Et que peuvent les archéologues quand c'est le reste qui manque, tout le reste, et que routes, ponts, hôpitaux, réseaux électriques, écoles, sont en ruine? Je sais que l'on pose la question, ça et là. Et je conçois que ceux des archéologues – car, bien sûr, il y en a eu – qui se sont accommodés, pour continuer de fouiller, des régimes qui, depuis vingt-trois ans, se sont abattus sur l'Afghanistan, aient pu donner à penser que la cause des ruines ne fait pas nécessairement bon ménage avec celle des droits de l'homme.

Je rentre, cependant, de ce voyage persuadé qu'il s'agit là d'un faux problème.

Je retire de mes conversations avec tous les Afghans, ou presque, que j'ai rencontrés la conviction qu'il s'agit là d'un dilemme qui n'a pas de sens.

Ainsi, le Président Karzaï répondant « définitely » à la question de savoir s'il était prêt à charger la France d'aller à la recherche du troisième Bouddha de Bamyan – et cela le soir même, dans le même mouvement d'enthousiasme et de confiance, où il nous demanda de plaider, à Paris, pour la reconstruction de l'hôpital Ali Abad.

Ainsi le Général Fahim, soucieux de nous rappeler, le soir de notre dîner à l'ambassade de France, comment Massoud, en 1994, au plus fort des bombardements, puis de l'offensive de Gulbuddin Hekmatyar sur les quartiers nord de Kaboul, mit son point d'honneur à disposer un cordon de fantassins autour du Musée national menacé de pillage et à faire qu'une mission de la Spach (Society for the protection of the afghan heritage) commence de répertorier les collections restantes.

Ainsi Karim Khalili, le chef de guerre, portedrapeau de la cause des Hazaras qui sont, il tint à

le marteler, les martyrs entre les martyrs, les parias entre les parias, ceux qui, pendant la guerre civile, payèrent, à Kaboul même, le tribut le plus lourd à la folie meurtrière des factions et qui, ensuite, sous les Mollahs, furent, dans leur propre région, victimes, selon ses dires, d'une politique quasi exterminionniste (« savez-vous quel était le slogan des Talibans, à Bamyan? les Tadjiks au Tadjikistan, les Ouzbeks en Ouzbékistan, les Hazaras en enfer, sous la terre! »), Khalili qui, peut-être parce qu'il sait que le tourisme et la prospérité suivront, mais peut-être aussi parce que les warlords ont également une âme et qu'il peut leur arriver, entre deux combats, de s'incliner devant la beauté du monde, nous dit non moins vivement son désir de voir renaître les deux Bouddhas géants : « est-il vrai, lui avais-je demandé, que le peuple de Bamyan était hostile à ces Bouddhas? êtes-vous d'accord avec le représentant spécial de l'Unesco à Kaboul qui nous a dit que la seule présence de ces géants, drapés à l'antique, et aux visages inspirés, était vécue comme une provocation par tous les musulmans de la région? confirmez-vous que les premières mutilations (les visages, justement... une jambe

du plus grand, coupée au genou... l'autre, au fémur...) datent de bien avant les Talibans et témoignent donc d'un rejet profond, au nom de l'islam? » – et lui, s'exclamant alors, indignation sincère ou surjouée je ne sais : « mais non, les musulmans de mon pays ne détestaient pas leurs Bouddhas! ils ne les vénéraient pas, c'est entendu, mais ils ne les détestaient pas; c'est le mauvais roi Moghol Aurangzeb, ce n'est pas le peuple hazara, qui a cassé les jambes du plus grand; ce sont les ennemis des Hazaras, pas les Hazaras, qui, parce qu'ils nous ressemblaient trop et qu'ils étaient la preuve que nous étions ici chez nous, leur ont tranché le visage; nous leur avons, nous, toujours porté le plus grand respect ».

Et puis tous ces gens enfin, ces simples gens, qui n'ont pas attendu qu'un Tribunal pénal international retienne la destruction de monuments historiques comme un de ses chefs d'accusation contre les assassins de Dubrovnik pour prendre la mesure de ce que sont les crimes contre la culture : ils savent, ces simples gens, que, dans la tête des Talibans, tout était lié, le vandalisme et le meurtre, l'autodafé et les massacres, les crimes contre les statues et ceux

contre les hommes – ils ont compris que l'on meurtrit d'autant mieux les corps que l'on a, d'abord, humilié les âmes, que l'on n'humilie jamais mieux les âmes que lorsque l'on a porté atteinte à leur identité, leur mémoire; ils savent (confusément, mais ils le savent, et je pense qu'ils en sont fiers) que leur pays fut cette terre de haute civilisation où naquit l'art gréco-bactrien, où s'épousèrent l'Inde et la Grèce, où des plâtres grecs se composèrent avec des laques chinoises et des ivoires indiens, où l'art islamique lui-même connut, autour des rois ghaznavides et timurides, un éclat extraordinaire et où il se trouva des grandes consciences musulmanes (Sam'ani, un écrivain du XI<sup>e</sup> siècle, originaire de Marv, à l'est de l'Iran) pour dire des deux Bouddhas au visage apollinien qu'« il n'existe rien de comparable au monde »; ils savent tout cela; et ils attendent de nous, très clairement, que nous les aidions à ressusciter les monuments témoins de l'Afghanistan millénaire.

Bref, je suis convaincu que la France peut, sans complexe, inscrire en tête de son agenda afghan des initiatives visant à la sauvegarde du patrimoine archéologique national.

Je pense qu'elle peut, sans nulle contradiction, œuvrer à la naissance d'un Etat de droit, participer à la définition d'un idéal citoyen, contribuer à la formation de bataillons de soldats ou de policiers – et puis sauver une Vénus assoupie, une tête d'oiseau sculptée sur un bas-relief hindou ou une fresque gréco-bouddhique mutilée par les iconoclastes talibans.

Je pense, en d'autres termes, que nous irons au-devant des vœux des Afghans si nous tentons, quatre-vingts ans après, et nonobstant l'aide politique, économique, humanitaire qu'il convient d'apporter par ailleurs, de retrouver l'esprit qui présida, en 1922, à la magnifique aventure humaine et culturelle que fut la fondation, sous l'égide d'Alfred Foucher, de la Délégation archéologique française en Afghanistan, la Dafa.

Concrètement?

Au risque de surprendre, je pense que la première chose concrète à faire sera d'aider les Afghans à ne rien faire ou à faire, plus exactement, que, en un premier temps, on en fasse le moins possible.



Tous les amis de l'Afghanistan, en effet, le savent. Il ne suffit pas de fouiller. Il faut encore stocker. Inventorier. Etre certain de pouvoir conserver. Il faut avoir la capacité d'empêcher les fouilles clandestines qui n'ont cessé de se multiplier, en marge des fouilles officielles, ou à leur place, et qui ont fait tant de dégâts. Il faut avoir les moyens d'empêcher à la fois le pillage (entre mille exemples, le trésor de Mir Zakah et ses tonnes de métal frappé, trouvées en 1992, dans une vallée de la province de Paktia, et presque entièrement accaparées par les tribus afghanes de la région) et la véritable industrie de restauration sauvage qui s'est développée ces dernières années (pièces de monnaie fondues et remodelées, bouddhas reconstitués, statuettes gandharas bricolées, têtes d'Alexandre taillées pour y ajuster un casque ou un masque peint – autant de « faux » qui, pour le plus grand bonheur des trafiquants et des amateurs peu regardants, inondent les bazars de Peshawar puis le marché international). Or les Afghans ne sont, pour l'heure, nullement équipés pour toutes ces tâches. Ce sol de Aï Khanoum, Hadda, Bagram, Bactres, qui est une réserve naturelle

colossale, une mine aux trésors dont une faible partie seulement a été, à ce jour, exhumée, ils ne sont aucunement en position – et, pour l’heure, nous non plus – d’en assurer une exploitation dans les règles. Ils sont, nous sommes, confrontés à une situation inhabituelle où le danger tient moins à l’usure des œuvres introuvées qu’à l’avidité des hommes qui les retrouvent et où c’est la terre qui, par conséquent, devient le plus sûr des conservatoires pour ces trésors inestimables et menacés. C’est pourquoi ma première recommandation est d’aider les Afghans, pour une durée plus ou moins longue, et tant que ne seront pas en place les structures appropriées de sauvegarde, à décréter et faire respecter, sur les sites les plus exposés, un moratoire des fouilles, un gel, une mise en jachère.

C’est la parade des ONG qui, face à une menace grave sur des populations, dépêchent des émissaires dont la seule présence fera rempart.

Pourquoi ne pas s’inspirer de la même logique quand ce sont, non les hommes, mais leur mémoire, qui est en péril?

Pourquoi les archéologues ne feraient-ils pas

rempart, eux aussi, contre une autre forme de déchaînement du pire?

Pourquoi, tant que régnera l'état présent d'instabilité et de chaos, ne pas instaurer des missions temporaires dont le mandat serait, non de chercher, mais de protéger – non de rattraper le temps perdu en multipliant les missions de fouille mais de sanctuariser les périmètres les plus convoités?

Les archéologues, gardiens des ruines. Des missions archéologiques telles des veilles sur les sites à risque. Une sorte d'archéologie négative, comme on dit théologie négative, dont le premier mandat serait, jusqu'à restauration d'un Etat capable d'assurer un ordre minimal, de mettre sous scellés les trésors de la mémoire afghane.

Un exemple : Aï Khanoum, la ville qui fit tant rêver Alfred Foucher, pillée au bulldozer. Un autre : le complexe monastique de Hadda vidé de ses Bouddhas. Un autre : les débris des statues de Bamyân, chus au pied de la falaise, qui avaient, en tant que tels, une valeur inestimable et qui, dans les mois qui suivirent, furent mis dans des camions et filèrent au Pakistan pour y

être vendus sur le marché parallèle des œuvres détournées. Une présence étrangère sur le modèle, encore une fois, de celle des ONG, un corps de casques bleus de la mémoire s'interposant entre les œuvres et les vandales, des « missions zéro » dont le rôle eût consisté à alerter la communauté internationale sur des spoliations majeures affectant le patrimoine de l'humanité, tout cela n'eût-il pas eu, dans chacun de ces trois cas, un effet dissuasif?

Deuxième geste : montrer à Kaboul ce qui vient d'être montré à Paris – transporter en Afghanistan, en un lieu qu'il appartiendra aux autorités de Kaboul de désigner et à la condition expresse que sa sécurité soit garantie, l'exposition d'art afghan qui se tient au musée Guimet.

Car enfin où se trouve, aujourd'hui, cet art afghan?

Il est, certes, dans la collection du Suisse George Ortiz ou dans celle de Florence Malraux. Il est, près de Bâle, dans le musée en exil de Bumbendorf ouvert, en mars 2000, avec l'accord conjoint de l'Alliance du Nord et des Talibans, par Paul Bucherer-Dietschi, cet amateur éclairé

qui s'est mis en tête d'étendre aux œuvres d'art le droit d'asile habituellement réservé aux hommes. Il est aux Etats-Unis. A l'Ermitage de Saint-Pétersbourg. Au British Museum de Londres. Au Museum für Indische Kunst de Berlin. Il est dans tous les musées de Bangkok, Tokyo, Phnom Penh, Istanbul, où Joseph Hackin, du temps qu'il était patron de Guimet, l'avait sagement mis en dépôt. Il est encore, mais dans quel état! dans les deux étages lugubres du ministère de la Culture, à Kaboul, où s'amoncellent, soit dans des caisses et des cantines, soit en tas, les débris des 2500 pièces grecques, mongoles, turkmènes, nouristanis, hazaries, bouddhiques, tadjiks, que brisèrent, en avril dernier, à la hache et à la barre à mine, les responsables du « ministère de la Répression du vice et de la Promotion de la vertu » venus en finir, un matin, avec cet antre du démon – caverne d'Ali Baba à l'envers! ossuaire d'œuvres d'art, réduites à l'état de gravats et qu'il faudra tout le génie de bataillons de restaurateurs pour commencer de remembrer! Il est, à la limite, et à condition, bien entendu, qu'ils ne les aient pas déjà passées, pour mieux les maquiller, au laminoir des orfèvres de Peshawar,

dans les réserves des pilliers de ruines – vertu paradoxale du trafic? ruse de la raison archéologique? faudra-t-il, un jour, remercier les pillards d’avoir involontairement soustrait à la folie talibane des pans entiers du passé gréco-bouddhique de Bactres, des miniatures de Herat, d’ineestimables statuettes de chlorite et de calcaire blanc datant de l’âge de bronze dont, sans eux, il ne resterait rien? Mais il est d’abord, et avant tout, à Paris. Car c’est là, à Paris, que, grâce aux archéologues de la Dafa, grâce à Alfred Foucher, André Godard, Jules Barthoux, Daniel Schlumberger, Ria et Joseph Hackin, Jean Carl, grâce à ces aventuriers admirables qui, s’enfonçant dès le début des années 20, à dos de cheval ou à pied, avec des moyens de fortune, au cœur d’un Afghanistan rêvé, ont voué leur vie à l’exhumation de ses civilisations englouties – c’est là, à Paris, que, depuis la destruction du musée de Kaboul, se trouve le plus grand musée d’art afghan du monde; c’est là, place d’Iéna, qu’a été, le temps de l’exposition Guimet, la capitale culturelle de l’Afghanistan.

Nous nous trouvions à Kaboul lorsque l’exposition s’est tenue. Nous avons pu constater

à quel point l'intelligentsia afghane est reconnaissante à Jean-François Jarrige et au musée Guimet de cette initiative, de ce geste. Nous avons vu des étudiants, des ministres, des journalistes, vivre, pendant quelques jours, dans l'attente des maigres échos qui leur parvenaient de cette exposition à la fois si proche et si lointaine. Nous avons vu, au siège de la radiotélévision, les Kaboulis se presser à la projection des premières images de l'inauguration, rapportées par des journalistes qui avaient accompagné le Président Karzaï dans son voyage. Et je peux donc affirmer que la venue pour quelques semaines de cet ensemble apparaîtrait, là-bas, comme un événement extraordinaire. Ce serait un cadeau magnifique. Ce serait comme une transfusion de mémoire. Mais ce serait aussi un geste pédagogique de grande portée qui montrerait à tous :

1. que l'histoire de l'Afghanistan, contrairement à ce que décrétèrent les Talibans, ne commence pas avec l'islam ;
2. que l'islam lui-même, lorsque, à l'aube du VIII<sup>e</sup> siècle, il prend racine à Jalalabad, Kandahar, Herat, Mazar-i-Sharif, Bamyân, est un islam ou-

vert, complexe, diversifié, qui, tout en donnant à la « sunna » certains de ses textes majeurs, tout en enrichissant le corpus doctrinal des « hadith » de dire essentiels (les textes de l'imam Boukhari, ceux du cheikh Tirmidhi), fait une large place à l'obédience hanafite qui est, des quatre écoles de l'islam sunnite, celle qui intègre le plus volontiers les données de ce passé pré-islamique;

3. que l'on peut montrer des œuvres témoignant d'une spiritualité lointaine, que l'on peut espérer, à travers elles, mieux savoir d'où l'on vient et qui l'on est, que l'on peut même, en les confrontant à d'autres œuvres, en les faisant dialoguer avec des formes étrangères, en les exposant à la lumière réfléchie de tout autres esthétiques, leur redonner sens et vie – mais sans que revivent avec elles, comme le prétendaient les cerbères de l'islam et comme le redoutent leurs ouailles trop crédules, les dieux qui les ont inspirées.

Le geste antitaliban par excellence? Montrer, à Kaboul, un buste de devata du VII<sup>e</sup> siècle, une tête de bouddha féminisée du monastère de Tapa-Kalan, des ivoires du trésor de Begram représentant des corps de femmes en transe ou



de danseuses. Faire que Fahim et Qanouni, les massoudiens, puissent s'incliner devant une tête de fantassin macédonien, le « génie aux fleurs » de la collection Malraux ou la femme aux seins nus du « coffret IX » du trésor de Begram. Faire, en un mot, que les musulmans afghans d'aujourd'hui se souviennent de ce que fut l'islam sous le règne de Chah Rokh ou de Hussein Baïqara, ces princes timurides qui firent de Herat l'une des grandes capitales de l'art mondial au XV<sup>e</sup> siècle; faire qu'ils se rappellent le temps où, comme disait le roi Baber dans ses *Mémoires*, on parlait, en Afghanistan, « onze ou douze langues : l'arabe, le persan, le turc, le mongol, l'hindi, l'afghan, le pachay, le paratchi, le guèbre, le baraki, le lamghani – on ne connaît point de pays où il y ait des gens si différents et une telle diversité de langages »; faire, aussi, qu'ils puissent admirer les jolies danseuses représentées sur les peintures murales du palais des sultans de Ghazna.

Les burqas, en Afghanistan, sont aussi dans les têtes. Ce serait une des vertus de l'exposition Guimet que de commencer de retirer, aussi, ces burqas intérieures.

Troisième geste : une fois mis les scellés sur les grands gisements archéologiques, une fois l'exposition venue à Kaboul et vue par les Kaboulis, une fois réglés, autrement dit, ces deux préalables que sont le renouement de l'Afghanistan avec sa propre mémoire enfiée et le gel de ce que n'ont pas encore volé les contrebandiers de la culture, il faudra aider le pays, sur long et moyen termes, à aller réellement de l'avant, c'est-à-dire à se réapproprier son identité, à organiser le retour d'exil de son art national confisqué et à recommencer, aussi, de produire des vestiges. Pratiquement, trois opérations distinctes, quoique se commandant l'une l'autre.

1. Organiser le rapatriement des œuvres dispersées qui, contrairement à celles de Guimet, appartiennent de droit aux Afghans. Certaines sont en pension dans des musées ou fondations étrangères, un peu comme le furent, à partir de 1937, au plus fort de la guerre d'Espagne, les collections du Prado : c'est le cas (*cf.* ci-dessus) des pièces hébergées par Paul Bucherer-Dietschi qui, aux termes de l'accord passé entre les gouvernements suisse et afghan, doivent revenir, dès

que possible, sous les auspices de l'Unesco, à leur légitime propriétaire – l'Europe, et notamment l'Espagne, a un savoir-faire quant à ce type de transferts; il faut le proposer, ce savoir-faire, aux Afghans; une mission conjointe franco-espagnole pourrait, devrait, s'en charger. D'autres sont éparpillées chez les receleurs de Peshawar, Londres ou Tokyo : se posent, pour celles-là, la difficile question de savoir si des rachats, même à bas prix, n'auront pas pour effet de cautionner le vol, de renchérir le prix des objets détournés, bref, d'alimenter la spéculation – Bucherer-Dietschi le pense et s'interdit toute transaction; la Spach et Nancy Dupree, fortes de l'idée que nombre de ces receleurs ont acheté de bonne foi, sans imaginer qu'il pût s'agir d'objets volés, semblent, dans certains cas, s'y résoudre; qui a raison? une « ligne », en la matière, est-elle possible? et l'une des solutions ne consisterait-elle pas, comme a tenté de le faire la Française Francine Tissot pour le musée de Kaboul, à multiplier les inventaires, dresser des catalogues raisonnés d'œuvres perdues et donner à ces catalogues une publicité suffisante pour que soit découragée une part au moins du négoce illicite? la France du

musée Guimet, la France de la Dafa dont les archives ont survécu aux trois guerres et sont stockées dans une cave de l'ambassade de France à Kaboul semble la mieux placée pour procéder à cet archivage et le rendre public.

2. Aider les Afghans à retrouver un lieu où, quand elles reviendront, ces œuvres seront accueillies – les aider, autrement dit, à rebâtir ce Musée national que les Talibans ont achevé de réduire à néant après que la guerre civile l'eut déjà à demi détruit. Rien ne presse, bien entendu. La plus grande urgence est, là aussi, de prendre son temps. Si les Espagnols ont attendu quarante ans – encore que pour d'autres raisons – avant de revoir *Guernica* à Madrid, les Afghans ne peuvent-ils attendre quelques saisons avant de retrouver un lieu digne, lorsqu'il reviendra, de leur immense et magnifique patrimoine? Reste qu'il faut commencer d'y penser. Il faut – car aucune opération de transfert ne sera concevable avant cela – réfléchir aux mille problèmes techniques de conservation, exposition, gardiennage, classement, réalisation d'inventaires, gestion de dossiers, informatique, restauration, qui vont, comme dans tous les musées du monde, et un

peu plus dans ce musée-ci, inévitablement se poser. Et il faut aussi décider (et la réponse, là non plus, ne va pas de soi) quel en sera le site : le musée de toujours, à Darulamân, près du palais d'Aminullah, le grand roi moderniste qui le fit bâtir, à la lisière nord de la ville, à l'endroit exact où, au temps de la guerre civile, passera la ligne de front – haut lieu de la douleur afghane, symbole s'il en est, auquel les Afghans sont, pour cette raison même, terriblement attachés même s'ils le savent vulnérable car perdu au milieu des ruines? ou bien un tout autre musée, reconstruit à neuf, en pleine ville, rompant avec le passé et avec l'isolement de l'ancien? Aux Afghans de choisir. Seuls ou avec d'autres. Et, s'ils le veulent, avec des conservateurs et des architectes français. Nul besoin, pour cela, de reconstituer la Dafa. Une commission mixte de réflexion, au parrainage prestigieux, suffirait à donner la direction et l'élan.

3. Aider enfin – c'est, d'une certaine façon, la première demande des intéressés – à former des archéologues. Les pionniers de la Dafa le firent. Créer des émules sur place, susciter une relève capable, avec eux puis sans eux, d'exploiter le

patrimoine afghan, fut une des obsessions de Foucher et Hackin. Accueillir en France des jeunes bacheliers issus du lycée Esteqlâl, et en faire des muséologues et archéologues rompus au métier, fut l'une des tâches que s'assigna Daniel Schlumberger, leur successeur. Et les noms de Sarianidi (protohistorien à qui revient, notamment, la fouille du site de Tilia Tepe, dans la Bactriane occidentale), de Mostamandi (découvreur, dans les années 60, des stucs et argiles de Tape Shotor et Tape Top-e Kalân, sur le site de Hadda), de Zafar Païman (envoyé du CEREDAF parti, en janvier 2000, visiter le site bouddhique de Hadda, près de Jalalabad), le nom de Mawlawi Borhân al-din Khân Koshkaki (l'inventeur, avant Jules Barthoux, de Aï Khanoum), celui de Zemaryalâï Tarzi (ancien directeur général de l'archéologie et de la conservation des monuments historiques d'Afghanistan, spécialiste des Bouddhas de Bamyân et professeur à l'université Marc-Bloch de Strasbourg), témoignent, aujourd'hui encore, de la qualité de cette école afghane d'archéologie, formée par son aînée française. Comment retrouver cette qualité? Comment réactiver cette démarche, cette passion commu-

nes? Nous avons interrogé les responsables du ministère de la Culture et le ministre lui-même. Nous avons rencontré les quelques professionnels qui n'ont pas émigré et attendent, à Kaboul, le moment de ré-exercer leur métier. Leur proposition – dont nous nous faisons l'écho – est simple : une mission de Guimet à Kaboul, des stages de techniciens afghans à Guimet.

Et puis il y a enfin l'affaire du troisième Bouddha, dit Bouddha couché, de Bamyan.

C'est dans la bouche de Karim Khalili, seigneur et maître des lieux, que nous avons, pour la première fois, entendu parler de lui. Nous étions arrivés à Bamyan la veille au soir, après une journée de voyage à travers de mauvaises pistes, des cols à 2900 mètres, des éboulis de roccaille et de boue, des champs de neige. Nous avons, comme tous ceux qui, depuis des siècles, pénètrent dans cette vallée, la plus large de l'Hindou Kouch, été saisis par la grandeur d'un site où l'on ne sait ce qui l'emporte de la beauté du paysage ou de celle des fameux Bouddhas, creusés il y a mille cinq cents ans, à flanc de falaise, et dont il ne reste aujourd'hui que deux

cicatrices béantes. Nous étions allés, tout de suite, à la sortie de la ville, voir Khalili dans son campement militaire. Il nous avait raconté sa ville martyrisée; sa population affamée; les massacres; les fosses communes; les 300 tués de Yakaulang en janvier 2001; les femmes, autorisées à enterrer leurs morts seulement six jours plus tard; les 5 000 maisons détruites durant la retraite des Talibans; Shaïdan, ce Srebrenica afghan où 2 000 hommes, femmes et enfants auraient disparu. Et nous l'avons encore revu, au petit matin du lendemain, car il tenait à nous amener lui-même sur les lieux du dernier crime taliban, celui qui, contre toute attente, leur fut fatal puisqu'il émut l'opinion du monde.

Ici, le plus grand des deux, « Sol sol », « année après année », qui défiait le temps du haut de ses 53 mètres. Là, le plus petit, 35 mètres, « Shahmana », « la mère du roi », à l'ouest de la muraille. Là, les câbles qui augmentaient la prise des statues sur le grès de la falaise. Là encore, l'escalier qui montait le long de « Sol sol », passait derrière sa tête et permettait d'accéder aux centaines de cavernes qu'habitèrent les moines bouddhistes, dont les moudjahidin firent ensuite



des caches d'armes et où s'entassent aujourd'hui les réfugiés qui rentrent des vallées entre Yakaulang et Bamyan. Et puis, au terme de l'ascension, tandis que nous reprenions souffle dans une de ces niches où l'on ne voit plus que la trace, recouverte de suie, des fresques saccagées par les iconoclastes et que j'en profitais pour demander s'il était exact que leur reconstruction serait mal perçue par les Hazaras (*cf.* analyse du représentant spécial de l'Unesco) et, en cas de reconstruction, quelle serait la position adoptée dans le débat lancé par le ministre de la Culture Saïd Makhdoom Raheen (les reconstituer *in situ*? ou, au contraire, plus loin, en laissant la falaise en l'état, avec ses grandes plaies de pierre, afin d'être bien certain que nul, dans les générations futures, n'oubliera cet acte de barbarie?), il me répondit : « oui, il faut que les Bouddhas reviennent; comment? je n'en sais rien; mais ils doivent revenir, j'en suis sûr; car le peuple hazara y était très attaché » – puis, me prenant le bras, et désignant du geste la terre en contrebas : « il y a mieux; vous avez là, quelque part à vos pieds, un troisième Bouddha, six fois plus grand, dont les Talibans, grâce à Dieu, ne soupçon-

naient pas l'existence, et qu'il ne tient qu'à vous, amis des Hazaras, de retrouver ».

Je lui fis répéter. Je lui fis confirmer l'emplacement – à nos pieds donc, enseveli sous la terre, puis sous les tonnes de gravats produits, lors du dynamitage, par les éboulements de la montagne. Je l'écoutai, incrédule, me raconter comment c'est le jour de la destruction de « Sol sol » et de « Shahmana » qu'un commandant taliban puis des habitants de la ville virent apparaître, entre les cailloux, dans une faille, un bout de la statue endormie. Et, une fois rentré à Kaboul, partagé entre l'émotion et le doute, je m'empresai d'appeler Pierre Cambon, conservateur en chef au musée Guimet, qui : 1. me confirma ce qu'il venait déjà de dire à la presse, à savoir l'existence probable de ce grand Bouddha couché dont on aurait vu apparaître la tête avant que l'excavation ne soit comblée; 2. m'adressa copie du récit du voyageur chinois Hiuan-Tsang qui visita Bamyân en 632 et décrivit, au cœur des « montagnes neigeuses », à « deux ou trois li à l'est de la ville royale, dans un k'ie-lan », une « statue couchée » du Bouddha Chakymouni en parinirvana, « longue de plus de mille pieds »; 3.

me renvoya, quelques jours plus tard, à Zema-ryalai Tarzi, cet archéologue afghan dont les recherches sur la question ont fait l'objet, depuis vingt ans, de quelques publications – même s'il s'est toujours gardé, par crainte des Talibans, de les ébruiter.

Quelle est la probabilité de l'existence de ce troisième Bouddha? Quelles seraient les chances, pour une mission archéologique, de découvrir, dans un délai raisonnable, ce miraculé de l'Histoire? Nul ne peut le dire. Car il en va de l'archéologie comme de l'histoire des sciences : souvent les découvertes sont là, à portée de main et de regard; souvent elles sont pensées, presque déduites, avant d'être réellement trouvées; on découvre, mais sans savoir; on voit, mais sans voir ce que l'on voit; c'est comme une lettre volée, et il faut parfois des années, des décennies, avant que la main du chercheur ne confirme la certitude rêvée du savant – ou avant que Daniel Schlumberger puis, surtout, Paul Bernard ne nomment ce qu'avait déterré Barthoux et ne vérifient les intuitions de Foucher convaincu, même s'il ne les trouvait pas, de l'existence du « bouddha bactrien » ou de celle de ces « villes

grecques » bâties, trois siècles avant notre ère, au cœur de l'Asie, par les soldats et les successeurs d'Alexandre! N'empêche. Les chances sont grandes. Zemaryalaï Tarzi, à qui pourrait revenir d'inspirer cette mission, est plein d'espoir. D'autres, notamment japonais, se mettent déjà sur les rangs et sont prêts à commencer les fouilles. Partir à la recherche de ce monument de pierre serait, pour la France, une aventure au moins aussi exaltante que de restaurer les Bouddhas debout. Réveiller ce troisième Bouddha qui dormait en silence pendant que l'on détruisait les autres à la dynamite et au canon serait une façon de leur rendre justice, de réparer l'outrage. Le Président Karzaï, comme Khalili, nous y invite. A nous de ne pas laisser passer ce rendez-vous avec l'Histoire. Le symbole est fort. Le privilège serait immense. Après Angkor, Abu Simbel, Troie, il faut retrouver le Bouddha couché de Bamyan.

## Dans un fief d'Al Qaïda

C'est, à première vue, un cimetière de campagne tel qu'on en rencontre à l'entrée de tous les villages d'Afghanistan. Une centaine de tombes, sous le soleil, au bout d'une piste rocailleuse. Certaines, surmontées d'un mât où flotte le tissu vert des martyrs. D'autres toutes simples, juste la stèle, avec une inscription et, parfois, un tissu d'une autre couleur. Sauf que, lorsque nous nous arrêtons, avec le détachement français de l'Isaf que nous accompagnons dans sa patrouille, l'interprète attire notre attention sur deux détails qui changent tout. C'est un cimetière récent, d'abord, très récent, puisque les tombes les plus anciennes, très blanches encore, très propres, datent de 1996. Et puis, sur chaque stèle, outre le

nom du mort, outre ses dates de naissance et de décès, figure surtout, en arabe, la mention d'un pays qui n'est pas l'Afghanistan. Il y a là des Yéménites (une dizaine). Des Soudanais (un peu plus). Quelques Egyptiens. Un Tchétchène. Une majorité de Pakistanais. Deux Algériens. Deux Saoudiens. Il y a là toute une compagnie de disparus, certains morts au combat, d'autres de leur belle mort, venus de tous les horizons du monde arabe et musulman. Il est dix heures. Nous sommes dans un village pachtoun, près de Daneshmand, à 40 kilomètres au nord-est de Kaboul. Et nous sommes tombés sur le cimetière local des combattants étrangers d'Al Qaïda.

C'est le malek, le chef du village, grand gaillard enturbanné, à la barbe bien taillée, vêtu à l'occidentale avec une couverture brune rejetée sur l'épaule comme une toge, qui, une centaine de mètres plus loin, sur la place, entouré d'une nuée d'enfants, nous attend et nous accueille.

« Soyez les bienvenus. Vous êtes français. La France est la bienvenue à Daneshmand. »

Il nous a observés. Il a vu que nous nous intéressions à son cimetière.

« Soyez les bienvenus, oui. Daneshmand a

souffert. Beaucoup souffert. Mais voilà. Grâce à Dieu miséricordieux, nous sommes libres maintenant. Nous nous sommes débarrassés de ces combattants étrangers qui avaient pris possession de notre village. Et nous sommes heureux de vous accueillir dans ce village qui est à nouveau le nôtre. »

La petite foule applaudit. Les enfants – tous des garçons – se pressent, de plus en plus nombreux, et dansent, autour de nous, dans la poussière. Il continue, un peu moins cérémonieux.

« Car c'étaient tous des étrangers, vous l'avez vu. C'étaient des Pakistanais ou des instruments des Pakistanais. Ils n'avaient rien de commun, Dieu m'en est témoin, avec les traditions de ce pays qui sont des traditions d'hospitalité, d'honneur, de tolérance. Ils n'avaient qu'une idée, faire de ce pays une colonie du Pakistan. Aujourd'hui, ils sont partis. Nous avons prié, combattu, et ils ont fui. »

La foule applaudit encore. Le malek, satisfait, me prend alors par le bras et nous emmène, au bout de la rue, les enfants toujours suivant, et les militaires français mêlés à eux, jusqu'à la plus

belle maison, la sienne, ceinte de hauts murs de terre, où nous attendent, à l'étage, les barbes grises du village. Ils sont une trentaine, accroupis dans la pénombre, ou assis, sur de grandes toiles cirées où l'on a posé du thé vert et des assiettes d'amandes, de raisins secs et de biscuits. Les uns jouent avec leur chapelet. Les autres dévisagent les *khâreji*, les « étrangers », qui déboulent dans leur vie au nom de cet Occident bizarre, non musulman, et dont ils ne comprennent pas bien au nom de quoi il prétend les aider. Ils sont vieux. Edentés. La barbe frisée ou teinte au henné. Ils sont vêtus de la longue chemise de coton traditionnelle agrémentée, parfois, d'un veston usagé ou d'un gilet. Il y a là les notables du district. Les *zamindâr*, les propriétaires terriens. Le coiffeur. Les bazaristes les plus importants. Un mollah. Un lettré. Un *maulvi*, un docteur de la loi, qui nous observe en souriant. Un homme sans âge, à moitié défiguré, la barbe en broussaille, que l'on nous présente comme un commandant moudjahidin, héros de la guerre antisoviétique. Certains étaient armés mais ont laissé leur *jezai*, long fusil à crosse peinte qui était l'arme des moudjahidin, sur le palier, avec leurs souliers.



Tous sont venus écouter l'échange entre leur malek bien-aimé et la très respectée délégation du gouvernement étranger.

« Merci de votre accueil, dis-je. Il y a une longue tradition d'amitié entre mon pays et le vôtre. Il y a aussi un point commun. Nous aussi, nous avons été occupés. Nous aussi, nous avons eu, il y a cinquante ans, des combattants étrangers qui sont venus sur notre sol et nous ont asservis... »

Les barbes grises hochent la tête. Le malek a l'air content.

« Seulement attention. Les choses, pour nous, n'ont pas été si simples. Ces combattants étaient des étrangers, c'est vrai. Mais ils avaient des amis au sein de notre peuple. Beaucoup d'amis. Ils avaient aussi des ennemis, naturellement, qui se sont opposés à eux, qui leur ont résisté à la façon de vos moudjahidin. Mais ils avaient des amis. Et ils n'auraient pas pu faire tant de mal s'il n'y avait eu tant de Français pour leur tendre la main, leur faciliter les choses, collaborer. N'en a-t-il pas été de même chez vous? Etes-vous si sûrs que les Talibans n'ont pas eu des appuis dans vos villages, et même ici? »

Les barbes grises hésitent. La question, je le

sens bien, dérange la doctrine officielle des Talibans venus du dehors, étrangers à leur propre pays, marionnettes des Pakistanais et repartis, vaincus, dans leurs fourgons. Le malek le sent aussi et me coupe.

« L’Afghanistan n’est pas la France. Vous êtes un pays riche. Nous sommes un pays pauvre. On ne peut pas comparer la façon dont les choses se passent dans un pays riche et dans un pays pauvre. Ici, c’est comme je vous dis. Il n’y a pas eu un habitant de ce village pour prêter la main aux gens de Mollah Omar. Il n’y a pas eu un d’entre nous pour ouvrir sa maison à un Arabe. Et les Talibans, pour cette raison, ont pris nos biens, confisqué nos armes, ils ont rançonné ceux qui venaient nous voir, taxé nos marchandises, ils ont été impitoyables... »

Un murmure d’approbation parcourt la petite assemblée. Il continue, tandis qu’un jeune homme apporte une cruche de lait chaud.

« Vous avez vu notre village. Il n’y a aucune maison neuve. Aucune nouvelle école. La sécheresse a brûlé nos récoltes. Nos barbes elles-mêmes sont fanées. Le chef des Talibans était un bandit de Kandahar qui, voyant que nous ne

marchions pas, a arrêté l'autocar de Kaboul et nous a relégués sur nos terres. Alors, il faut nous aider. Il faut nous apporter ce dont ces bandits nous ont privés. Il faut que la prospérité et la paix reviennent sur Daneshmand. »

Je vois, par la fenêtre, la rue mal empierrée, creusée de flaques. J'observe les gamins, en haillons, pieds nus, qui narguent les hommes de la patrouille, imperturbables, dans leurs jeeps et sur la plate-forme de leurs véhicules tout-terrain. Peut-être le malek a-t-il raison, après tout. Peut-être sommes-nous, en effet, tombés sur un village martyr. Alors, je pose une ou deux questions encore sur la vie des femmes dans la région. Je m'étonne qu'il n'y ait pas, six mois après le départ des Talibans, d'école de filles à Daneshmand. Je dis : « les femmes ne sont-elles pas, Malek, des créatures de Dieu à l'égal des hommes ? n'est-ce pas une femme, Malalai, qui exhortait les guerriers pachtouns à la bataille, contre les Anglais, il y a cent ans ? sachez que la communauté internationale, et en particulier la France, sera attentive à la façon dont vos femmes sont traitées » – à quoi il me répond, main sur le cœur, que, « bien sûr, elles sont nos égales » mais

qu'il faut « prendre le temps », les choses « ne se font pas en un jour », il faut aussi « protéger nos femmes, garder le Coran et leur honneur ». Mais, dans le doute, je m'abstiens de trop le presser de questions et consacre la fin de l'entrevue à m'enquérir des besoins concrets du village : une route; l'électricité; des maisons plus solides en cas de tremblement de terre; des pompes à fuel; du bétail; des animaux de trait; des tracteurs; une aide au bétonnage du puits et à la remise en état des *karez*, ces conduites d'eau souterraines, très anciennes, qui firent de ce lieu, jadis, une oasis et qui, après toutes ces années de guerre, sont bouchées ou asséchées; des semences; des engrais; le problème des mines, nombreuses dès que l'on s'éloigne un peu du village... Et c'est seulement une fois sorti, une fois nos adieux faits et les attentes des barbes grises enregistrées, que, cherchant un guide qui puisse nous faire faire un dernier tour du village, je tombe sur un homme que, pour respecter son anonymat, l'on appellera Naïm et qui, tout en marchant, me confie à voix basse, dans un mauvais anglais, ce que l'on a soigneusement omis de nous dire et qui constitue, d'après lui, l'envers de ce décor trop parfait.

Le malek, d'abord, aurait eu, me dit-il, moins à souffrir qu'il ne le prétend de la période noire des Talibans : à quelques semaines près, à la toute fin, pendant lesquelles c'est un cousin qui l'a remplacé, il est resté à son poste sans discontinuer; à quelques contacts près, *in extremis*, avec les moudjahidin de Charikar, il est globalement resté loyal à Mollah Omar et à Kaboul; « il y a eu des Arabes, chez lui, insiste Naïm; beaucoup d'Arabes; ce n'est pas qu'il les aimait; mais comment faire autrement quand à la fois le pachtounwali, l'islam, la force des armes et l'intérêt, commandaient l'hospitalité? »

Toutes les barbes grises, ensuite, tous les notables pachtouns du village se seraient, comme lui, accommodés de l'ancien régime – tous auraient, non seulement survécu, mais collaboré à un ordre qui les laissait en place et leur semblait, par ailleurs, non dénué de mérites : les Occidentaux, insiste Naïm, se sont focalisés sur les aspects cocasses ou énormes de l'ordre taliban; ils se sont indignés de l'interdiction du rire, du rêve, des concours de cerfs-volants, des bouzkachis, des combats de coqs, des chants d'oiseaux en cage et de la musique; mais il y avait aussi un

talibanisme doux; il y avait un talibanisme de tous les jours dont l'essentiel des prescriptions recoupe les pratiques d'un vieil islam afghan et qui, jusqu'au 11 septembre, n'empêchait pas le monde de tourner; « les barbes grises que tu as vues n'étaient pas des assassins, c'était juste des Pachouns qui détestaient les Tadjiks, ou des villageois qui détestaient ceux des villes – alors ils ont soutenu les Talebs, et ils ont donné asile aux Arabes, juste parce qu'ils croyaient que ça diminuerait les Tadjiks et que ça affaiblirait le pouvoir de Kaboul; ce système-là était parti pour durer; imagine un instant qu'Omar ait livré Ous-sama; il serait toujours là, avec votre bénédiction, et celle des Américains ».

Et puis, enfin, Naïm m'explique, que, oui, les barbes grises rêvent d'avoir une *shahrah*, une grand-route; que, oui, ils veulent bien l'électricité, le téléphone et même un jour, pourquoi pas, une école de filles; mais attention! à la condition que cela ne diminue pas le pouvoir du malek et des mollahs! à la condition que, avec le progrès, n'arrivent pas les hâkims du gouvernement, les gens de l'extérieur, qui n'attendent que cette occasion de mettre le nez dans les affaires locales et

de réduire ainsi les chefs de droit divin : « les barbes grises ont fait le coup, il y a vingt ans, aux Chouravis qui leur promettaient aussi, somme toute, des routes et du progrès; ils l'ont fait au gouvernement de Rabbani dont ils ont chassé l'instituteur à coups de pierres; et ils ont même recommencé avec les Talebs qui voulaient installer une madrasa en face du cimetière mais qu'ils soupçonnaient de vouloir, eux aussi, à la faveur de ça, en leur enlevant leurs garçons, les affaiblir; n'écoute pas ce que dit le malek! tout ce qu'il veut c'est son pouvoir; quand le progrès aide son pouvoir, il veut le progrès; quand le progrès menace son pouvoir, il dit que le progrès est contraire aux valeurs de l'islam ».

Peut-être Naïm force-t-il le trait. Secrètement proche, il l'avoue, des moudjahidin, peut-être se sert-il de nous pour solder des comptes anciens. Et il n'est évidemment pas question de se fonder sur ses seuls dires pour refuser à la population de Daneshmand l'aide que sollicitent ses notables. Mais enfin, de cette visite, et de ces deux versions contradictoires de la vie du village au temps d'Al Qaïda, je tire deux leçons.

1. Analogie, somme toute, de la question tali-

ban et, chez nous, de la question de Vichy : un ordre venu de l'étranger, sans doute ; un régime instrumentalisé par l'armée et les services pakistanais ; mais un régime et un ordre qui n'étaient pas, pour autant, si dénués que cela d'ancrage dans le pays ; une idéologie afghane enracinée dans l'Afghanistan profond, et dont il y a tout lieu de craindre qu'elle ne s'est pas éteinte avec la défaite d'Al Qaïda.

2. Nécessité de prendre le malek, et tous les maleks qui lui ressemblent, au mot et, puisqu'il prétend que les valeurs de l'islam prohibent la diffusion de la démocratie et du droit des femmes, montrer qu'il n'en est rien et casser, ce faisant, le petit système de pouvoir qui s'autorise de cette lecture des textes : pourquoi le gouvernement afghan n'enverrait-il pas, dans les villages, des docteurs expliquer qu'on leur ment et qu'il n'est écrit nulle part que la liberté des jeunes filles déplaît à Dieu ? pourquoi les musulmans de France, forts de leur science du Coran et de leur rencontre avec les principes de tolérance et de laïcité, n'aideraient-ils pas à la formation, à l'émergence, de ces docteurs ? pourquoi, en parallèle à l'académie internatio-



nale du soufisme dont rêve le ministre de la Culture Saïd Makhdoom Raheen et qu'il nous demande de penser avec lui, ne pas favoriser à Kaboul la naissance d'une faculté de théologie rompant avec les enseignements du wahhabisme et travaillant, en liaison avec telles institutions ismaéliennes ou tels disciples français de Corbin et de Massillon, à former ou recycler des mollahs? pourquoi, avant les hussards de la République afghane, ne pas faire en sorte que partent vite, auprès des barbes grises du pays, des hussards des lumières de l'islam qui, opposant un Coran à un autre, pointant et soulignant dans les textes tout ce qui peut contribuer à l'épanouissement des hommes et des femmes, viendraient dire aux fidèles : « le Coran c'est aussi des droits; l'islam c'est aussi un progrès intérieur, une ouverture au monde, une liberté; il y a un être-musulman qui, contrairement à ce que l'on vous raconte, est compatible avec la démocratie, le progrès »? Ils existent déjà, ces hussards. Il y a toujours eu, en Afghanistan, des grands prédicateurs, ouverts et courageux, à l'image du mollah Abdel Raouf, imam de la mosquée Hadj Ali Mofaq Herawi, qui fut le seul

imam de Kaboul à refuser jusqu'au bout de livrer aux Talibans la liste de ses fidèles et d'adapter à leurs canons le contenu de ses prêches. Mais ils sont minoritaires. Ils sont faibles. Et l'idée serait, justement, de les renforcer. Une ambition pour l'islam français. Un grand projet culturel pour la France en Afghanistan.

## Un hôpital français à Kaboul

Il n'est évidemment pas question de recommander une contribution française bilatérale à la reconstruction de toutes les grandes infrastructures de l'Afghanistan détruit.

Il est néanmoins un domaine, celui de la santé publique, qui devrait, en bonne logique, être du ressort de l'aide multilatérale mais qui, compte tenu de l'histoire, mérite, ici, mention particulière.

Elle commence, cette histoire, en septembre 1960 quand le professeur de médecine lyonnais, Jean-François Cier, se rend en mission à Kaboul afin d'étudier les possibilités de coopération avec sa Faculté.

Elle se noue, deux ans plus tard, avec la signa-

ture d'un accord aux termes duquel des professeurs de l'université de Lyon iront enseigner en Afghanistan tandis que des internes afghans viendront en stage à Lyon.

Elle prend réellement corps l'année suivante avec l'installation, à l'hôpital de Kaboul, pour des périodes de quatre ans, d'agrégés de médecine et de chirurgie français – puis, en 1967, avec la décision de construire, dans l'enceinte de l'hôpital universitaire Ali Abad, un pavillon d'ORL et d'ophtalmologie.

Seulement voilà : arrivent mai 1968 et, alors que Paris se couvre de « barricades », le voyage officiel du Premier ministre Georges Pompidou qui, attaché au rayonnement de la langue et de la culture françaises, constatant l'extrême vétusté du vieil « établissement d'enseignement français » Maktab-e-Esteqlâl, et disposant de lignes budgétaires par définition limitées, arbitre en faveur de la rénovation du lycée et limite l'investissement médical de la France à une petite unité de soins urologiques aussitôt mise en place par les professeurs Leriche et Archambault qui ont laissé, là-bas, un souvenir extraordinaire.

Trente-quatre ans après, « Esteqlâl » est toujours là.

Une grande campagne de souscription nationale a même permis, à l'initiative de Radio France, sa réhabilitation et le miracle de sa réouverture.

L'autre projet médico-chirurgical, en revanche – qui était donc au bord de se faire et qui, dans l'esprit des responsables d'alors, n'était, en réalité, qu'ajourné –, a été définitivement abandonné, onze ans plus tard, au moment de l'invasion soviétique (en même temps qu'était fermée l'unité d'urologie).

Et Ali Abad lui-même, ce grand complexe hospitalo-universitaire, sis sur la ligne de front durant la guerre civile, n'est plus qu'un ensemble de bâtiments fantômes, de carcasses réhabilitées mais vides, dont la reconstruction est ardemment souhaitée par tous les médecins afghans.

Le moment n'est-il pas venu, alors, de reprendre la chose au point où elle avait été laissée?

N'est-il pas l'heure, en cet An 1 de l'Afghanistan nouveau, de renouer les fils de cette autre histoire, très belle aussi, et qui mobilisa, dans le

corps médical français, tant d'intelligence et de dévouement?

De Gaulle et Pompidou ont construit un lycée: comment ne pas rêver de voir leurs successeurs construire un hôpital? un grand projet hospitalier (participation significative à la réouverture d'Ali Abad ou installation, en son sein, d'un ou plusieurs pavillons français) ne serait-il pas, en même temps qu'une façon d'être fidèles à nous-mêmes et de remettre nos pas dans un chemin ouvert il y a près de cinquante ans, le meilleur symbole du retour de la France à Kaboul?

Le hasard fait qu'une délégation des hospices civils de Lyon et de la ville s'est trouvée sur place, en même temps que nous, avec mission d'étudier les possibilités d'un « échange de compétences et de technologies » en matière de santé.

La médecine française, grâce aux French Doctors et à leur engagement sans défaillance, depuis la fin des années 70, aux côtés du peuple afghan, jouit, dans le Panchir mais aussi ailleurs, d'un prestige tel que c'est tout naturellement vers nous que s'est tourné le ministère afghan de

la Santé quand il a souhaité réfléchir à la restauration d'Ali Abad.

Nous avons la chance, enfin, d'avoir un ministre, Bernard Kouchner, pionnier de ces French Doctors et ami de longue date de l'Afghanistan, qui, avec le docteur Frédéric Tissot, lui-même ancien de « Médecins du Monde » et chargé de coopération Santé à l'ambassade de France à Kaboul, tient à ce projet et rêve d'y associer nos grandes municipalités et nos régions.

Il serait navrant, pour la médecine française et pour les Afghans, de ne pas capitaliser ces atouts et de laisser passer cette seconde chance.

Je rappelle que, selon les experts de l'Organisation Mondiale de la Santé, une femme meurt, en Afghanistan, toutes les trente minutes des complications d'une grossesse; un enfant sur quatre meurt avant cinq ans; et la malnutrition chronique touche 50 % des moins de dix ans.

Un dernier mot, enfin, à propos des French Doctors et, d'une façon générale, des humanitaires français en Afghanistan.

Ils ont, pendant les années noires, dans des conditions de travail d'une précarité extrême,

sauvé des centaines de milliers d'êtres humains de la malnutrition et de la maladie.

Ils ont, sous les Talibans, bravant la prétendue « loi islamique » et ses commandements humiliants, porté secours à d'innombrables femmes interdites de soins et de travail.

A l'heure où toutes les chancelleries s'accommodaient de l'occupation du pays, puis de la dictature des mollahs, alors que ce pays martyr était abandonné de tous et, en particulier, de la France, quand le Commandant Massoud lui-même plaidait dans le désert la cause de son islam modéré, ils ont maintenu une présence; ils ont été nos vrais ambassadeurs, nos chargés d'affaires les plus dignes; ils ont été comme un reste de France c'est-à-dire, au fond, d'universalité et de droit dans un pays où régnait la loi du plus fort; et ils ont, ce faisant, sauvé, non seulement les corps, mais l'honneur.

Aujourd'hui encore, tandis que la paix revient et que la communauté internationale échafaude, à Tokyo et ailleurs, ses plans de reconstruction, ce sont eux qui remettent en état les lycées Esteqlâl et Malalai; eux qui, à la demande des Afghans, s'occupent de rouvrir le tunnel de Sa-



lang qui est, à 3800 mètres, le seul axe Nord-Sud du pays; eux encore qui assurent le retour des premiers contingents de réfugiés rentrant du Pakistan et d'Iran; et quand la terre tremble à Kunduz, c'est eux, toujours eux – Acted, Médecins sans frontières, Médecins du Monde, Action contre la faim, Aide médicale internationale, Handicap international, Solidarité, j'en passe – qui sont aussitôt sur la brèche pour porter secours aux victimes.

Pour toutes ces raisons, je pense qu'un sort particulier devrait leur être réservé dans un plan général d'aide à l'Afghanistan.

Parce qu'ils étaient là dans l'épreuve, parce qu'ils connaissent le pays mieux que personne, parce qu'ils en ont la passion chevillée au corps et parce que nous ne trouverons pas meilleurs relais pour, le moment venu, amener l'aide à bon port, je suggère :

1. que l'on s'appuie, le plus possible, sur ces ONG pour mettre notre aide en œuvre ;
2. qu'une dotation exceptionnelle d'urgence leur soit attribuée, sur des projets précis, et selon des critères de répartition à définir avec le MAE.



## Culture d'abord

La culture enfin.

N'est-ce pas le domaine par excellence où la France a des raisons de penser qu'elle dispose de moyens spécifiques?

N'est-ce pas cette aide, désintéressée, porteuse de savoir et de lumière au sortir de la nuit taliban, qu'attendent de nous, en priorité, les Afghans?

Les demandes, de fait, sont innombrables.

Nous avons été, dès notre arrivée, assaillis de suggestions.

Au risque de décevoir nombre de nos amis afghans, nous avons retenu sept champs d'intervention – et autant de projets concrets.

1. D'abord, bien entendu, la création, à Kaboul, d'un centre culturel. Son implantation, nous a laissé entendre le Président Karzaï, pourrait faire l'objet, de la part du gouvernement, de l'allocation d'un terrain, voire de bâtiments à réhabiliter. Et il nous reviendrait en revanche d'y créer et d'y loger, sur le modèle des grands instituts français d'Athènes, Rome ou Tokyo, les services classiques à destination d'un public francophone : bibliothèque, salles de cours et de conférences, espace internet, salle de projection, lieu d'expositions, structure d'hébergement pour professeurs et chercheurs français détachés, peut-être la future mission archéologique ainsi que l'incalculable fonds de la Dafa présentement stocké, en vrac, dans nos ambassades de Kaboul et de Delhi. Un nom s'impose. Celui de l'auteur des *Cavaliers* que chacun, là-bas, connaît. Ce centre ambitieux et polyvalent, ce pôle de la présence française et, pour l'heure, européenne à Kaboul, ce lieu unique où toutes les disciplines seraient rassemblées et dialogueraient entre elles et avec les Afghans, pourquoi ne pas l'appeler Centre Joseph Kessel?

2. La plupart des intellectuels et écrivains afghans sont, aujourd'hui encore, en exil. Ils sont parfois aux Etats-Unis et en Europe. Mais le plus souvent à Téhéran ou à Peshawar où ils vivent et produisent dans des conditions de grande précarité : maigres ressources ; publications à compte d'auteur ; travaux alimentaires servant, le plus souvent, à payer l'édition des livres ou des revues. Ceux qui sont restés à Kaboul ne se portent guère mieux. Ils n'ont, certes, plus à subir le poids de la dictature. Mais ils manquent à ce point de tout – maisons d'édition, revues, lieux de rencontre et de confrontation – qu'ils se sentent, disent-ils, en exil dans leur propre pays. Et quant à l'« Association des écrivains afghans » de Herat, hébergée par la bibliothèque de la ville, et qui a réussi à faire paraître, sous les Talibans, deux minuscules gazettes littéraires, elle est exsangue et ne pèse guère.

De ce constat est né, avec Atiq Rahimi, auteur de *Terre et cendres*, lui-même installé à Paris depuis quinze ans, mais sans avoir jamais rompu le lien avec son pays, une idée simple. Celle d'une « Maison afghane des écrivains », conçue sur le modèle de la Maison parisienne de la rue de Ver-

neuil, pensée et parrainée par celle-ci, et à partir de laquelle pourraient se développer des initiatives culturelles précises.

Une dizaine de milliers de dollars par an suffiraient, d'après Rahimi, à faire fonctionner cette Maison des écrivains.

La même somme serait requise pour rapatrier et faire paraître à Kaboul les deux meilleurs magazines littéraires de Peshawar, *L'Aube* et *La Perle du dari*.

Il faudrait une somme équivalente enfin, plus un don de papier, pour faire traduire et imprimer à Kaboul quatre à cinq livres par an, afghans ou étrangers.

Les hommes sont là. Les talents aussi. Le cercle des poètes kaboulis qui se réunissait clandestinement, dans des caves, pendant l'ère taliban, n'ayant, malgré la répression, jamais complètement disparu, il y a, à Kaboul, un potentiel d'énergies immense, qui ne demande qu'à s'employer.

Il y a Sultan Zadeh, qui vit en Iran, mais est prêt à rentrer. Adjiruddin Ekbal, directeur de *Hiwad*, le quotidien en pachto qui tente de reparaître. Sheikh Mohammed Khara et les rédacteurs de *La Brouette des chagrins*, cette revue ro-

néotée, minuscule, qui n'a jamais cessé de paraître, fût-ce à quelques dizaines d'exemplaires, pendant la dictature. Il y a Khaled Nawisan, le romancier, exaspéré par les « clichés français » sur le « peuple des bardes et des poètes » et plaidant, lui, pour « un art afghan du roman » qui, seul, permettra de faire le deuil du passé. Bref, il y a un embryon d'intelligentsia, diversifié, contradictoire, ne demandant qu'à débattre et renaître. Et nous avons visité plusieurs maisons, dans le centre, dont l'une au moins serait disponible et, sommairement aménagée, pourrait servir à la fois de boîte aux lettres pour les exilés, de lieu de rencontre pour les Kaboulis, de siège social pour la maison d'édition et le magazine littéraire en formation, de bibliothèque.

Il suffirait de peu, autrement dit. Avec peu, une fois de plus, on pourra faire beaucoup. Avec quelques dizaines de milliers de dollars, le petit groupe d'écrivains rassemblés autour de Rahimi se fait fort de ranimer une vie littéraire à Kaboul.

Là aussi, un nom s'impose. Celui du grand poète tadjik assassiné, que j'ai, comme la plupart des amis français de l'Afghanistan, connu dans les années 80, Bahudine Majrouh. Pourquoi,

cette maison afghane des écrivains, avec les activités qui en dépendraient, ne pas la baptiser : « Centre Bahudine Majrouh » ?

3. Le cinéma. Il y a eu, naguère, dix-huit salles de cinéma à Kaboul. Toutes ont été fermées, d'abord par Hekmatyar, puis par les Talibans qui y voyaient autant de temples du démon et les ont, soit détruites, soit transformées en mosquées. Seize sont, aujourd'hui encore, hors d'état de fonctionner. Et les deux dernières, le Park et le Bakhtar, où la jeunesse de la ville s'est ruée dès le 12 novembre, ne passent que des films indiens à l'eau de rose, importés en vrac de Bombay.

Or les Afghans connaissaient, et aimaient, le cinéma européen et notamment français.

Aujourd'hui encore, dans les locaux désolés de Afghan Films qui est un mixte de notre Cinémathèque et de notre CNC, et qui fut mis en sommeil pendant l'ère taliban, des cinéphiles sevrés de ce qui fut leur raison de vivre citent avec nostalgie et espoir les noms magiques de Godard, Truffaut, Rohmer, Jean Renoir (ainsi que, pour être franc, *Titanic* ou l'adaptation, par John Frankenheimer, des *Cavaliers* de Kessel...).



Et ils sont demandeurs, à Kaboul, d'un lieu où ce cinéma revivrait.

Le bâtiment lui-même est trouvé. Afghan Films est prêt à prendre à sa charge la réhabilitation des murs. A nous, à travers Unifrance Films, d'abord de l'équiper, puis de le fournir en films choisis en concertation avec nos partenaires afghans. Un film par semaine. Cinquante-deux films pour une année du cinéma français à Kaboul. Plus, si affinités. Et, en attendant, afin de commencer de redonner vie à une production cinématographique à l'agonie, un vrai projet de coproduction associant un groupe français à une société locale.

Cette société pourrait être « Ariana Films », la modeste société de production qu'anime notamment Youssouf Nessar, ce cameraman qui est, avec Fahim Dashty, le seul témoin vivant de l'attentat du 9 septembre.

Ariana étant détentrice de vingt années d'images, la plupart inédites, de Massoud dans son Panchir, ce projet serait une grande biographie en images de l'homme au pacol qui, venant après l'admirable *Massoud l'Afghan* de Christophe de Ponfilly, aurait le mérite de l'exhaustivité et du regard croisé franco-afghan.

J'ajoute que les archives de Ariana Films sont en bon état mais fragiles et qu'elles doivent être restaurées, numérisées et conservées selon des techniques que, pour l'heure, les Afghans ne maîtrisent pas. Sur ce point encore nous pouvons aider. L'INA, Institut national de l'audiovisuel, y est prêt. Ariana Films est ouvert à une offre. Nous recommandons à l'INA de dépêcher à Kaboul, très vite, un représentant chargé de conclure.

4. La télévision nationale. C'est un vaste périmètre de bâtiments à la soviétique, moitié debout, moitié détruits ou inachevés. Une énorme parabole satellitaire, l'émetteur principal, a été arrachée par un obus américain. En compagnie de Abdul Hafiz Mansoor, le président, autre vieille connaissance croisée, il y a quatre ans, près de Massoud, dans le Panchir, nous parcourons les studios.

Equipements obsolètes d'Allemagne de l'Est et du Japon. Tables de montage et matériels d'enregistrement à bout de souffle. Caméras fixes d'avant l'ère vidéo. Régies finales bricolées. Le fameux studio, repeint de couleurs vives, où

le monde vit, le 15 novembre 2001, à 17 h 59, la très jeune Maryam Shakiba, coiffée d'un simple fichu, s'asseoir, face au pupitre, sur une chaise de plastique jaune pour annoncer, très émue, les programmes de la soirée.

On nous montre, derrière un panneau de contreplaqué, lui-même masqué par une tenture, la réserve où l'on a caché, pendant cinq ans, les images que l'on avait pu soustraire aux ciseaux et au feu purificateur des fous de Dieu.

Ailleurs, quelques employés désœuvrés se passent, « entre hommes », une bande des années 60 où l'on voit une vingtaine de jeunes femmes, le Ballet national du Tadjikistan, valsant romantiquement en agitant de grands voiles bleus qui, sauf le visage, les couvrent complètement : « diffuserez-vous cette bande ? – oh non ! elles sont trop nues ! les temps ne sont pas mûrs ! »

Bref, tout est à faire. Numériser les images. Offrir des bancs techniques modernes, des matériels de prise de vues, une station de doublage en dari. Ajouter aux actuelles antennes de 200 watts, placées sur le toit d'un hôtel de Kaboul, une antenne de 500 watts sur une montagne avoisinante. Construire un relais de diffusion.

Former des techniciens. Accueillir des journalistes en stage. Livrer des récepteurs (la plupart ont été mis en pièces par les patrouilles de la « Commanderie » du « ministère de la Répression du vice et de la Promotion de la vertu » qui y voyaient des « boîtes de Satan »). Fournir des programmes (l'essentiel se limite, pour le moment, faute de mieux, à quatre heures par jour, de 18 à 22 heures, de programmes religieux et pour enfants).

Les Japonais ont fait des promesses. Berlusconi aussi. Mais les Afghans, une fois de plus, seraient preneurs d'une aide française et la privilégieraient. Un pool réunissant France Télévision, Arte et même nos chaînes privées? Une délégation commune qui irait dresser un inventaire des besoins et des moyens que nous avons d'y répondre? Ou bien chaque chaîne jouant de ses atouts et de ses expériences spécifiques (l'aide, dans le cas de France 2, à la télévision palestinienne; la fourniture, par Arte, de programmes libres de droits à la télévision du Kosovo sous administration Onu) pour formater une aide plus pointue? Enjeu, non seulement culturel, mais politique majeur.

5. La radio. Même lieu. Même décor et même tableau de désolation. Même pauvreté des émissions réduites, à l'ère taliban, à la seule récitation du Coran et, aujourd'hui, à un peu d'information politique nationale, des conseils pratiques aux populations, des programmes à destination des femmes (encore que nous n'ayons pu, sur ce point, avoir de détails), de la musique populaire (précisions, là, en revanche; joie des Afghans qui, après avoir vu les Talibans pendre les pianos aux arbres et proscrire le chant censé distraire les hommes de la prière, redécouvrent les chansons de Rahim Khochnawaz ou celles de Farhad Darya – « Kabul Jaan, Kaboul bien-aimée », le premier air entendu, sur fond de dôtar et de rubâb, le luth et le violon afghans, au matin du 13 novembre). Essentiel, la radio. Car influence immense. Média afghan par excellence, seul capable de véhiculer, dans les provinces les plus reculées, les principes de la démocratie.

Là aussi, le temps presse.

BBC Persia, antenne de BBC World Trust, s'apprête à investir massivement, tant dans la radio nationale que dans les radios privées.

Pour la première, Radio France – initiatrice, avec Acted, de la réouverture de Esteqlâl – peut beaucoup.

Quant aux radios privées, la plus intéressante est une radio d'origine panchiri qui, selon un vœu formulé, peu avant de mourir, par le Commandant Massoud, s'appelle « Solh », c'est-à-dire « Paix » : soutenue par l'association française Droit de parole, elle a commencé d'émettre en octobre 2001, en pleine guerre contre les Talibans, de l'autre côté de la ligne de front, à Jabulsaraj ; globalement proche des idées de l'ex-Alliance du Nord mais indépendante du pouvoir politique, elle est dirigée par une femme, Zakia Zaki, et emploie des journalistes hommes et femmes à parité ; émettant en dari et en pachto, quatre heures par jour, envisageant de monter à huit heures, elle diffuse de la musique autant que des programmes à destination de la jeunesse ou des cours d'hygiène et de prévention maternelle infantile ; elle manque de tout ; venir, à Kaboul, à la rencontre de la mission, a posé à l'équipe des problèmes de transport quasi insurmontables ; elle veut, du reste, se transporter à Kaboul mais, tous les émetteurs du pays, hormis celui de feu

Radio Charia, ayant été détruits par les Talibans, elle aura besoin, pour cela, d'un nouvel émetteur de 50 kW. Radio France (qui a déjà promis un second studio)? Telle radio privée française? Ses auditeurs?

6. La presse écrite. On comptait, avant les Talibans, une dizaine de titres dont un journal pour les jeunes, un pour les soldats, un magazine féminin. Aujourd'hui il reste *Anis* (en dari), *Hiwad* (en pachto), le *Kabul Times* (en anglais), « quotidiens » qui sortent une à deux fois par semaine, parfois sur une page, imprimés sur mauvais papier, avec des tirages squelettiques et une information indigente.

Il n'y a plus de kiosques à Kaboul. Plus de vendeurs à la criée. Quasiment plus de papier. Et la grande imprimerie nationale, construite en 1961, et dont le fronton glorifiait « l'indépendance de l'Afghanistan », a été détruite par les roquettes de Hekmatyar : quatre machines sur deux cents fonctionnent encore et, pour le reste, une centaine de typos, hommes et femmes, réinventent, avec des moyens de fortune, le plomb du XIX<sup>e</sup> siècle...

Alors? Deux pistes.

Un projet de quotidien, *Arman Mili*, « Aspiration nationale », qui se veut « le journal du Président Karzaï », mais qui nous a présenté une « Charte » où des engagements forts sont pris sur le double chapitre de la défense des droits des femmes (« le droit des femmes est au sommet des priorités pour lesquelles nous nous battons ») et de la liberté rédactionnelle (ce qui n'est pas rien dans un pays où il n'y a jamais eu de média de droit privé et qui, depuis le renversement de Zaher Shah en 1973, n'a plus d'expérience de la liberté de la presse) : l'équipe est là; l'enthousiasme ne manque pas; avec un peu de matériel, dont nous avons la liste, *Arman Mili* peut sortir.

Et puis surtout, « Aïna », cette ONG française créée, entre Paris et Kaboul, par un groupe d'humanitaires et de journalistes menés par le photographe Reza Deghati (qui fut aussi, en 1990, responsable du programme de développement des Nations Unies pour le Nord-Afghanistan) et qui a déjà accompli, en peu de temps, avec peu de moyens, un travail extraordinaire : publication en format magazine de



*Zambil e Gham*, mensuel satirique qui circulait clandestinement, sous forme ronéotée, pendant la période taliban; lancement, le 18 février, sous la direction de Djamila Moudjahed, la première journaliste apparue dévoilée, le 13 novembre, à la télévision de Kaboul, du magazine féminin *Malalai*; soutien à *Seerat*, « Attitude », newsletter hebdomadaire également destinée aux femmes; soutien à Aria Press, la première agence de presse afghane indépendante, basée jusqu'ici à Duchambe; et, sous la responsabilité, enfin, de Faheem Dashty, ce journaliste de vingt-huit ans qui fut proche de l'Alliance du Nord, qui fonda l'agence de presse Ariana et qui, venant, le 9 septembre, proposer à Massoud un projet de centre culturel dans le Panchir, fut grièvement blessé aux mains et au visage lors de l'attentat qui le tua, la renaissance, tiré à 4000 exemplaires, sur huit pages – six en persan et pachto, deux en anglais et français – de l'excellent *Kabul Weekly*, arrêté depuis six ans.

Aïna a obtenu le soutien, à ce jour, de Reporters sans frontières, de l'Unesco ainsi que de fondations anglo-saxonnes, notamment l'IWPR (Institute for War and Peace Report),

IMS (International Media Support) et Internews.

Je suggère une aide significative à la mise en place et au fonctionnement du « Media Center » où seront regroupés, en plein centre de Kaboul, toutes ses publications, et d'autres à venir.

Je compte par ailleurs accompagner la naissance, à côté de *Kabul Weekly*, sur le même format, d'un hebdomadaire bilingue, en dari et en français, *Les Nouvelles de Kaboul*.

Aïna a vocation à devenir le berceau de la presse indépendante, notamment d'expression française, à Kaboul.

7. Kaboul est aux trois quarts détruite. La ville du roi Baber, la magnifique cité-jardin célébrée, après lui, par tous les voyageurs des derniers siècles, la ville-oasis d'Alexander Burnes, la ville aux fleurs des hippies, le bazar, le vieux quartier de Kharabat, la cité marchande traditionnelle, bruissant de tous les bruits de toutes les civilisations passées par là, les échoppes de Chicken Street, tout cela n'est que décombres. Et toute sa partie ouest, notamment, celle que bâtirent les souverains éclairés du siècle dernier et qu'ils

disposèrent en un plan rationnel au pied du palais royal, est devenue un immense no man's land piqueté de moignons et de façades vides.

Que faire de cette gigantesque friche urbaine? Comment répondre au plus terrible uricide, avec Grozny, commis depuis la Seconde Guerre mondiale? Faut-il reconstruire le Kaboul d'hier? Repenser une nouvelle capitale en rupture avec un passé fratricide et un urbanisme dépassé? Le choix appartient, bien entendu, aux Afghans. Mais tous – à commencer par le Président lui-même devant qui nous nous étonnions de l'ampleur des destructions, bien supérieures à ce que nous connûmes à Sarajevo – nous ont interrogés sur la façon dont les Français ont reconstruit leurs villes et ports détruits par les bombardements anglo-saxons de 1944. Tous – responsables et simples citoyens – nous ont dit leur embarras devant la tâche, inédite et immense, de penser une ville, ses espaces, ses équipements collectifs, le régime de son droit, ses systèmes de convivialité, son habitat. Tous – les trois ministres, notamment, de l'Équipement, de la Ville et de la Reconstruction – se sont montrés curieux des grands travaux parisiens

engagés après 1981 : qui en décidait? quels architectes? quels maîtres d'œuvre? qui les coordonnait? quid de la Défense? Et tous, enfin, se souviennent que, dans les années 20 du siècle dernier, à l'époque où, las d'être l'objet de la double convoitise russe et anglaise, le roi Aminullah se tourne vers la France, accueille Alfred Foucher et rêve de faire de son pays une petite réplique de la France et de sa république, c'est un architecte français, Godard, qui prépare un plan d'ensemble de la nouvelle capitale Dar ol-Amân. Kaboul meurtrie, écrasée, misérable, rêve de devenir une capitale du XXI<sup>e</sup> siècle – et de le faire avec nous. Une mission restreinte composée d'un architecte, d'un urbaniste et, peut-être, d'un des grands commis de l'Etat qui furent mêlés à la réalisation de nos grands travaux parisiens, recevrait le meilleur accueil – la France peut, là encore, à travers quelques hommes, jouer un rôle phare.

Quand Gaston Doumergue, en 1928, reçut Aminullah, les questions culturelles furent au premier plan des discussions. Quand de Gaulle, en 1965, reçut Zaher Shah, il salua les « élites

afghanes » qui font à la France « l'honneur d'utiliser sa langue, de pénétrer son génie, d'accueillir son enseignement », il rendit hommage à Alfred Foucher ainsi qu'à « nos universitaires, nos juristes, nos médecins » présents en Afghanistan et il conclut que, dans les relations franco-afghanes, « c'est par la culture que le mouvement a commencé », que c'est par là qu'il doit « se poursuivre », car tout, dans les relations entre les Etats, « procède de l'esprit ». La tragédie en plus, nous en sommes là. Trois guerres et quarante ans plus tard, la problématique n'a guère changé.



## Massoud, plus que jamais

Pour la mission, compte tenu de la biographie de ceux qui la conduisaient, le rendez-vous du souvenir avec Massoud était un rendez-vous majeur.

L'une des premières choses, d'ailleurs, que nous fîmes, notre tout premier déplacement hors de Kaboul, fut d'aller dans le Panchir, à Bazarak, au cœur de ces gorges verdoyantes où nous le connûmes dans sa solitude et sa gloire, pour nous recueillir sur sa tombe puis, avec le docteur Frédéric Tissot, au nom des « French Doctors », déposer une petite stèle près du mausolée où il repose : « au Commandant Massoud, au combattant de la liberté, au résistant, à l'ami de la France, l'hommage de ses amis de vingt ans ».

Et la vérité c'est que, tant dans la capitale que dans ce Vercors afghan, dans nos rencontres avec ses trois dauphins comme avec le Président Karzaï, chez les ministres royalistes du groupe de Rome, chez les seigneurs de la guerre qui, à l'exception de Gul Agha Sherzaï, se bousculent, on l'a vu, pour lui rendre hommage, chez les moudjahidin et chez les poètes, chez les anciens et chez les jeunes commandants, chez les femmes et chez les étudiants occupés à préparer la fête de Nowrouz et la rentrée universitaire, sur les pare-brise des voitures et des autocars qui rapatrient les réfugiés de Peshawar et où l'on colle une photo de lui, dans les échoppes du bazar où, six mois après la débandade des turbans noirs, trône encore son portrait à égalité avec celui de Karzaï et de Zaher Shah, sur les tapis de prière tissés à son effigie, sur les banderoles clamant, au fronton des bâtiments officiels, la fidélité éternelle au « martyr », au « libérateur », au « prophète » – la vérité c'est que, pendant toutes ces semaines, son ombre ne nous a pas quittés : Massoud le Tadjik? mais non! l'Afghan! plus que jamais, et pour reprendre le titre du beau film de Ponfilly, Massoud l'Afghan! Mas-



soud, le Commandeur statufié qui, d'outre-tombe, plus présent mort que vivant, plus souverain, veille sur l'Afghanistan et, au même titre que le vieux roi, unit sous une bannière commune la plupart de ceux qui veulent mettre un terme à la passion fratricide.

De toutes ces rencontres, de nos conversations, notamment, avec ses deux frères, Ahmad Yahya et Ahmad Wali (qui fut son ambassadeur à Londres; qui est, lui aussi, comme Fahim et Qanouni, un vieil ami; et avec qui j'eus à traiter, en avril 2001, de quelques-unes des péripéties de son voyage raté à Paris), quelques idées sont nées – à commencer par celle-ci, qui est une demande expresse de leur part, et qui serait de créer ensemble, sur le modèlek, *sic*, des Instituts Charles de Gaulle et François Mitterrand, un « Institut International Ahmed Shah Massoud ».

Cet Institut, dans l'esprit de nos amis, aurait pour première fonction de rassembler les textes de Massoud, ses discours, ses images, ses objets personnels et ses archives politiques, ses armes et sa bibliothèque, les émetteurs livrés il y a vingt ans par Radio Kaboul libre et qu'il a conservés, les dons reçus de ses visiteurs étrangers, les

centaines d'heures d'interviews audiovisuelles qui, lorsqu'elles ne sont pas à l'étranger, sont, soit disséminées dans le Panchir, soit stockées par Ariana Films.

Il entretiendrait sa mémoire; il proposerait à tous ceux qui, en Afghanistan mais aussi en Europe, sont dépositaires d'une bricole de ce passé (archives et souvenirs personnels, lettres, films, témoignages...) un conservatoire commun; il accueillerait, ou appuierait, les travaux que, partout dans le monde, il ne va pas manquer d'inspirer; il permettrait, en un mot, à la légende de commencer de céder la place à la recherche et aux faits; et, aux historiens de l'Afghanistan, à tous ceux qui entendent travailler, par-delà les images d'Épinal, sur la vie et le message de celui qui restera l'une des grandes figures, non seulement de la nation afghane, mais de l'esprit de résistance au XX<sup>e</sup> siècle, il offrirait un outil scientifique digne de ce nom. (Un exemple, un seul – une commission de chercheurs s'attelant, sans tarder, à l'enquête sur cette fameuse période 1992-1996 où l'on nous dit et répète, mais sans vérification, que le Lion du Panchir aurait largement participé, avec ses soldats, à la des-

truction de Kaboul et aux exactions commises contre les populations civiles : fut-il ce warlord mettant à feu et à sang les quartiers ouest de la ville, vidant les caisses de l'Etat, favorisant éhontément ses clients et son ethnie, négociant un jour avec Hekmatyar, un autre avec Dostom, un autre avec Sayyaf, l'homme qui déclara, un jour, qu'il fallait raser Kaboul? ou bien fut-il d'abord, comme je le pense avec bien d'autres et comme nous l'expliquaient, lors de notre dîner à l'ambassade, Messieurs Fahim et Qanouni, un gouvernant légitime, reconnu par les nations, mais assiégé dans sa propre ville, assailli par quatre armées rebelles et résistant, sous une pluie d'obus, à la poussée des fondamentalistes du Hezb-e-Islami, puis des étudiants en religion? faut-il jeter l'opprobre, vraiment, sur ce ministre de la Défense qui commit, certes, des erreurs mais qui, lorsqu'il comprit que ses adversaires étaient prêts à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la destruction totale de la ville, choisit, vaincu, de leur abandonner le pouvoir et de regagner le Panchir? et que dire enfin de l'homme de compromis qu'il était au fond de lui-même et qui vivait dans la hantise –

j'en témoigne – de ne pas répéter « l'erreur de Batcha-o-Saqao », ce chef tadjik qui, en 1929, renversa Aminullah mais fut chassé au bout de quelques mois pour n'avoir pas su partager le pouvoir avec les tribus pachtouns?)

Il pourrait aussi, cet Institut, décerner un prix Ahmed Shah Massoud récompensant, chaque année, une personnalité dont le combat illustrerait les valeurs de résistance qu'incarna, vingt ans durant, l'homme qui faisait la guerre sans l'aimer, l'adversaire mélancolique des Soviétiques et des Talebs.

Il pourrait, par parenthèse, et si le projet voit rapidement le jour, militer pour l'attribution du prochain Prix Nobel de la Paix, seul ou conjointement avec l'ancien maire de New York, Rudolf Giuliani, à Ahmed Shah Massoud lui-même – le premier mort, somme toute, du 11 septembre ; la première cible, avant les Twin Towers, de l'offensive mondiale d'Al Qaïda.

Nos interlocuteurs afghans attendent, sur ce dossier, beaucoup de nous et de notre savoir-faire.

Ils nous demandent, outre la première mise de fonds, de participer à l'élaboration d'une

charte, à la rédaction de statuts, à la constitution d'un comité de parrainage international constitué de personnalités qui seront des autorités morales en même temps que des admirateurs du combat de Massoud.

Conscients que l'Histoire leur réserve peut-être de nouvelles surprises et que nul ne peut prédire qui, demain, aura le pouvoir en Afghanistan, ils tiennent – et en font même une question de principe – à ce que la structure du futur Institut soit prudemment bicéphale et que, s'il a un siège à Kaboul, ou dans le Panchir, il en ait un autre à Paris.

Pour eux, l'enjeu est essentiel : il y va de leur mémoire, de leur patrimoine symbolique et idéologique, de leur légitimité historique, de leurs titres à gouverner le pays.

Mais il ne l'est pas moins pour nous, amis de l'Afghanistan, militants de son unité et co-artisans, espérons-le, de son renouveau démocratique : car le nom de Massoud, nous avons eu maintes occasions de le vérifier, est en passe de devenir l'un de ces grands signifiants tutélaires qui, dans l'histoire des peuples, hissent les hommes au-dessus d'eux-mêmes, les invitent à

transcender leurs divisions et leur permettent de conjurer leurs propres démons.

Puisse la France, là encore, répondre à l'appel de l'Afghanistan ami.

Puisse, sur ce point comme sur les autres, le pays d'Alfred Foucher, de Joseph Kessel, des médecins sans frontières franchissant les cols du Panchir, aller au bout de sa passion afghane.

L'auteur, ici, s'efface.

Aux lecteurs, à leur tour, de prendre le chemin de Kaboul.

## ANNEXE

---





## CONFÉRENCE À KABOUL

---

*Lundi 4 mars 2002*

« C'est la première fois depuis vingt-trois ans qu'il est donné à un écrivain français de s'adresser à un public afghan.

J'ai parlé, sous les bombes, aux combattants de Sarajevo.

J'ai parlé, après leur libération, aux amis de Belgrade, en Serbie.

Je suis heureux, et ému, de parler, aujourd'hui, au peuple libre de Kaboul. Et je voudrais, avant toutes choses, saluer les artisans de cette liberté.

Je salue mes amis, les ministres Fahim et Qanouni, que j'ai connus, dans les maquis du Panchir, auprès du Commandant Massoud, que nous avons pleuré ensemble.

Je salue le peuple de Kaboul, ses résistants de l'ombre, qui ont tenu bon sous la dictature des Soviétiques, puis sous la pluie de bombes des seigneurs de la guerre, puis sous la férule enfin, sanglante et absurde, de l'ordre taliban.

Je salue en particulier les femmes, celles qui sont ici et celles qui n'y sont pas encore – je les salue

parce qu'elles furent doublement martyres, parce qu'elles furent doublement opprimées, et qu'elles sont en première ligne de votre combat pour la dignité et les droits humains.

Je salue ces autres Afghans enfin, rentrés d'exil, qui ont vécu, vingt ans durant, le Panchir et l'Afghanistan au cœur – et qui sont revenus bâtir, avec l'Alliance du Nord et les autres, un Afghanistan ouvert, tolérant, solidaire.

A tous ceux-là j'adresse mon salut, celui du Président et du Premier ministre français, et celui du peuple de mon pays.

Car il y a, entre votre pays et le mien, une longue et belle histoire d'amour.

De votre côté, un roi éclairé qui, au début du siècle dernier, dans le respect des traditions afghanes, ouvrit l'Afghanistan sur le monde et la modernité. Un autre roi, que vous attendez tous, Zaher Shah : il a fait ses études en France, il œuvra pour que s'ouvrent, à Kaboul, deux magnifiques lycées français, il fit appel à des Français pour aider à la rédaction d'une constitution démocratique qui donnait, entre autres, le droit de vote aux femmes. Et puis Massoud enfin, ancien élève du lycée Esteqlâl, admirateur d'un autre résistant, Charles de Gaulle, dont je me souviens lui avoir offert un jour, dans le Panchir, les *Mémoires de guerre* et les *Mémoires d'espoir* – Ahmed Shah Massoud qui, lorsqu'il jugea

venue l'heure d'alerter le monde sur la menace que faisaient peser les Talibans et Al Qaïda, choisit, comme vous le savez, la France pour délivrer son message.

De notre côté, les archéologues de la Dafa, amoureux fous de votre pays et de sa culture, lui consacrant parfois leur vie et bâtissant avec vous, ici le musée de Kaboul, à Paris le musée Guimet, double volet d'un même patrimoine, aujourd'hui vandalisé, et que nous allons restaurer ensemble. Des médecins, venus de toutes les régions de France, dans les années 60 d'abord, puis, de plus en plus nombreux, à mesure que la nuit tombait sur l'Afghanistan – admirables « French Doctors » qui, alors que les chancelleries se taisaient, tandis que diplomates et politiques consentaient au fait accompli de l'occupation soviétique, venaient, à travers les montagnes, secourir les populations martyres du Panchir. Et puis les écrivains enfin qui, depuis Joseph Kessel, n'ont cessé de rendre hommage à ce pays de l'insolence dont parle Michael Barry, ce Yaghestan, ce peuple de paysans, de guerriers indomptables, mais aussi de lettrés, de poètes, de théologiens, de mystiques : c'est dans cette tradition que, modestement, je m'inscrivais lorsque, en 1981, je vins, pour la première fois, au Panchir, livrer les émetteurs de Radio Kaboul libre au jeune Commandant Massoud ; c'est à ces écrivains, autant qu'aux résistants français qui peuplent ma mémoire et dont

l'exemple m'a formé, que je pensais lorsque je revins, d'abord à Kaboul pendant la guerre civile, puis, avec Gilles Hertzog, en 1998, à Bazarak, apporter à Massoud le soutien répété de l'opinion française ainsi que l'invitation à se rendre en France de la part des autorités de la République; et c'est à eux encore, à Kessel et aux autres, que je songe aujourd'hui, dans ce dernier voyage.

Mes impressions du nouvel Afghanistan?

Ce furent mes premiers mots, l'autre semaine, au Président Ahmad Karzaï : un pays détruit mais libre.

J'ai parcouru Kaboul. J'ai visité Bamyan. J'ai traversé la plaine de Chamali. Partout, je n'ai vu que ruines, cendres, désolation. Partout, j'ai vu les cicatrices de ces guerres interminables dont nous ne savons pas encore tout, dont on mesurera un jour l'ampleur et l'horreur – et dont vous sortez à peine.

Mais, en même temps, j'ai vu, je vois tous les jours, le bouleversant spectacle d'un peuple libre qui, avec un courage inouï, presque sans exemple, entreprend de refermer ses plaies.

J'ai vu le beau regard des femmes quand elles retirent leur burqa et retrouvent leur visage.

J'ai entendu des responsables, mais aussi de simples habitants, dire que tous – Tadjiks, Pachtouns, Hazaras, Ouzbeks, Nouristanis – vous êtes, d'abord, des Afghans : comme si ces vingt-trois années de

catastrophe avaient eu aussi pour effet de resserrer les liens de la nation afghane.

J'ai rencontré des mollahs qui, à Bamyan, pleurent la destruction des Bouddhas et aspirent à leur reconstruction – quelle gifle aux esprits faux qui associent islam et intolérance ! quelle preuve de ce que l'islam, quand il est vraiment lui-même, est une religion tolérante, ouverte aux autres religions, consciente de la fécondité du dialogue avec toutes les spiritualités !

J'ai admiré enfin la sagesse des vainqueurs de l'Alliance du Nord, au lendemain de leur entrée dans Kaboul, et jusqu'aujourd'hui. Nombreux sont ceux qui, en Occident, craignaient de voir se rééditer les erreurs et les divisions du passé. Nombreux, ceux qui croyaient que, comme en France après 1945, comme en Algérie après 1962, la génération des résistants ne serait pas celle des reconSTRUCTEURS et qu'elle devrait passer la main. Eh bien non. Les résistants afghans sont en train de devenir des hommes d'Etat. Les combattants de la liberté ont appris l'art du compromis, du partage du pouvoir, de la politique. Et cela aussi c'est le signe de la liberté retrouvée.

Que l'Afghanistan en soit là, que ce peuple dévasté renoue si vite avec le génie de la liberté, c'est un exploit – et pour cela aussi, vous faites l'admiration du monde.

Je veux vous dire un mot, pour finir, de ma mission ici. Et puisque je me trouve être, aussi, l'envoyé auprès de vous du président et du gouvernement français, je veux vous confier dans quel esprit peuvent se renouer selon moi, entre nos deux pays, les liens de fraternité anciens.

Sachez d'abord, chers amis, que nous vous devons beaucoup et que vous avez représenté un exemple pour le monde, bien avant que le monde ne songe à vous apporter ses lumières. L'image de votre lutte contre les grands impérialismes russe et britannique, le spectacle de votre courage face à tous ceux qui, au fil des siècles, tentèrent de vous asservir, et cela à l'heure même où succombaient les autres peuples de l'Asie, ont forcé le respect des mouvements de libération du XX<sup>e</sup> siècle. Et puis l'Europe elle-même, la partie de l'Europe qui, en tout cas, vécut cinquante ans sous la botte communiste vous doit une part de sa liberté : n'est-ce pas les moudjahidin qui, les premiers, ont montré que l'Armée rouge n'était pas invincible? n'est-ce pas le peuple afghan qui, le premier, au prix de sacrifices inouïs, a fait la preuve que l'on pouvait vaincre le soviétisme? n'est-ce pas ici, dans vos montagnes, grâce à la ténacité des Afghans, que l'Empire soviétique a entamé son crépuscule? Pour cela, oui, le monde occidental est en dette. Et pour cela aussi je crois que c'est justice de vous aider.

Comment? Je ne peux bien entendu pas dévoiler

ici la teneur du rapport que je remettrai dans quelques jours au Président et au Premier ministre français.

Sachez simplement que je leur dirai ce que je viens de vous dire, ce que vous m'avez dit vous-mêmes et comment la France doit, par fidélité à ses propres valeurs, renouer le fil d'un dialogue qui ne s'est, en vérité, jamais interrompu – témoin, ici même, dans cette salle, la présence d'une délégation de la ville de Lyon venue relancer, à l'initiative du ministre Bernard Kouchner et du docteur Frédéric Tissot, la coopération médicale autour de l'hôpital franco-afghan Ali Abad.

Sachez aussi – car cela, le Président de la République française l'a déjà annoncé, lors de sa visite à Paris, à Ahmid Karzaï – que la France maintiendra vraisemblablement, comme l'a préconisé le représentant spécial des Nations Unies, Lakhdar Brahimi, l'essentiel de son contingent au sein de la force multinationale et qu'elle participera à la formation d'un ou plusieurs bataillons de la future armée afghane.

Sachez encore – je ne résiste pas à la joie de vous l'annoncer – que j'ai appris, à Bamyan, l'existence d'un troisième grand Bouddha, un Bouddha couché, enterré depuis des siècles, dont témoignèrent jadis des pèlerins chinois : les Talibans, grâce au ciel, en ignoraient l'existence et le musée Guimet, que nous avons contacté, envisage une mission archéologique française destinée à le retrouver.

Et puis sachez enfin – car il s’agit d’un engagement que je prends, cette fois, à titre personnel – que je compte aider l’ONG française Aïna, éditrice du nouveau *Kabul Weekly*, à créer un journal en français, en dari et en pachto, qui verra le jour en mai prochain et qui, dans notre esprit, s’appelle déjà *Les Nouvelles de Kaboul*.

Un écrivain français disait que la France n’est jamais aussi grande que lorsqu’elle l’est pour tous les hommes. Un de vos sages a dit, comme en écho, que l’Afghanistan n’est jamais aussi grand que lorsqu’il est fidèle à toutes les cultures qui le façonnent.

Puissions-nous, ensemble, illustrer ce double précepte.

Puissions-nous, malgré les larmes, la désolation, les ruines, œuvrer à ce que nos deux pays se retrouvent dans une idée commune de la démocratie, de la culture, du droit.

Vive l’Afghanistan libre! Vive l’amitié franco-afghane! »

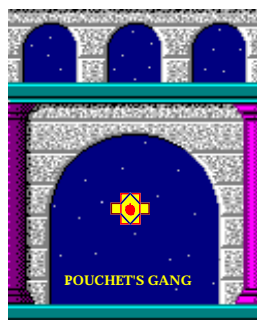


## TABLE

<i>Lettre du ministre des Affaires étrangères</i> . . . . .	7
1. Passion afghane . . . . .	11
2. Au commencement sera l'État . . . . .	19
3. Après les burqas? . . . . .	27
4. Les hussards noirs de la démocratie afghane . . . . .	37
5. Première rencontre avec Ahmid Karzaï . . . . .	47
6. Le Président et les warlords. . . . .	57
7. Conversation avec un homme remarquable . . . . .	67
8. La grande alliance . . . . .	77
9. Encore les seigneurs de la guerre . . . . .	91
10. Et si l'on recommençait par l'archéologie? . . . . .	109
11. Dans un fief d'Al Qaïda . . . . .	135
12. Un hôpital français à Kaboul. . . . .	149
13. Culture d'abord . . . . .	157
14. Massoud, plus que jamais . . . . .	177
<i>Conférence à Kaboul</i> . . . . .	187



196 : achevé d'imprimer avril 2002  
dépôt légal avril 2002  
ISBN 2-246-63781-3  
N° édition : 12 383



Ces épreuves ont été réalisées  
par la procédure Grasset